National Defence Défense nationale

Canadian Forces College

Collège des Forces Canadiennes

La Russie des oxymores, une étude comparée de la politique internationale russe en Europe orientale et en Arctique

Major Étienne Hubert-Legault

JCSP 47

Master of Defence Studies

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2021.

PCEMI 47

Maîtrise en études de la défense

Avertissement

Les opinons exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2021.

Canada

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES

JCSP 47 – PCEMI 47
2020 – 2021

MASTER OF DEFENCE STUDIES – MAÎTRISE EN ÉTUDES DE LA DÉFENSE

LA RUSSIE DES OXYMORES, UNE ÉTUDE COMPARÉE DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE RUSSE EN EUROPE ORIENTALE ET EN ARCTIQUE

Par le maj E. Hubert-Legault

"This paper was written by a candidate attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence."

« La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale. »

TABLE DES MATIÈRES

Résumé
Chapitres
1. Introduction 1
2. Méthodologie et approche 4
3. La vision russe du Monde 6
3.1 La Russie, tributaire de son histoire 6
3.2 La troisième Rome 8
3.3 Les compatriotes et monde russe 12
3.4 La place de la Russie au XXIe siècle 15
4. La Russie et l'Europe orientale 18
4.1 Pourquoi l'Europe orientale? 19
4.2 Les états baltes 21
4.3 Le Bélarus 25
4.4 L'Ukraine 28
4.5 La Russie et l'Atlantisme en Europe orientale 34
5. La Russie en Arctique 35
5.1 Pourquoi le Nord? 36
5.2 Facteurs stratégiques 40
5.3 Évolution de l'approche et des politiques nationales 44
5.4 Coopérer pour préserver ses intérêts? 49
6. Perspectives 55
6.1 Divergences 55
6.2 Convergences 56
7. Conclusion 57
Appendice 1 – Carte des gazoducs 60
Appendice 2 – Carte des oléoducs 61
Bibliographie 62

RÉSUMÉ

La Russie se montre particulièrement agressive en Europe orientale n'hésitant pas à s'ingérer dans la politique de ses voisins, \ lancer des campagnes de désinformations ou tout simplement miliaires. D'un autre côté, le Kremlin se montre ouvert et coopère volontiers avec ses voisins en Arctique. Que ce soit pour la recherche scientifique, la protection de l'environnement et des peuples autochtones, la Russie est un joueur important au sein de la communauté boréale. Contradiction d'approche apparente, il sera néanmoins argumenté qu'en fait, il s'agit de deux visages d'une même approche aux relations internationales. Sans être interchangeable, les réponses russes en Europe orientale et en Arctique se rejoignent sur plusieurs points tant sécuritaires, qu'économiques ou idéologiques. La réponse est cependant modelée selon des gains et intérêts possibles en fonction d'objectifs stratégiques ainsi qu'en relation avec la menace perçue.

ABSTRACT

Russia's behavior is particularly aggressive in Eastern Europe, not hesitating to interfere in the policies of its neighbors, to launch disinformation campaigns or launch military actions. On the other hand, the Kremlin is open to willingly cooperate with its neighbors in the Arctic. Whether for scientific research, protection of the environment and indigenous peoples, Russia is an important player in the boreal community. An apparent contradiction in approach, it will nevertheless be argued that these are two faces of a same approach to international relations. Without being interchangeable, the Russian responses in Eastern Europe and the Arctic converge on several security, economic and ideological points. The response, however, is shaped by possible gains and interests based on strategic objectives as well as in relation to the perceived threat.

LA RUSSIE DES OXYMORES, ÉTUDE COMPARÉE DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE LA RUSSIE ENTRE L'EUROPE ORIENTALE ET L'ARCTIQUE

« Quand on dit grand, un grand pays, un grand état,
la grandeur compte… Quand il n'y a pas de grandeur,
il n'y a pas d'influence, pas de but… »[1]

-*Vladimir Poutine*

Мы, русские
— многонациональный народ. Русские
— это не кровь; русские
— это общая судьба. Высшее предназначение России[2]

1. INTRODUCTION

À la fin du mois de février 2014, des hommes en armes portant l'uniforme militaire, mais sans insigne national, apparaissent dans les rues de Sébastopol, capitale historique de la Crimée. Comme s'ils arrivaient de nulle part, ces soldats, surnommés rapidement « les petits hommes verts » prennent le contrôle de la péninsule presque sans tirer un seul coup de feu. Quelques semaines plus tard, un référendum organisé à la hâte confirme le désir populaire de rejoindre la Fédération de Russie. Le rideau tombe et bien peu de doute subsiste quant à l'implication directe du Kremlin dans ce coup de main. La réponse Ukrainienne s'organise, mais elle est rapidement confrontée à un autre conflit qui éclate au Donbass. Les forces ukrainiennes se retrouvent débordées et doivent intervenir sur deux fronts. Elles réussissent malgré tout, après plusieurs mois de va-et-vient, sans gains majeurs par aucune des parties, à stabiliser une ligne de front. Celle-ci est toujours présente, sept ans plus tard. Pour la Russie, l'ordre historique est rétabli, la Crimée est de nouveau russe et les installations portuaires et militaires de Sébastopol sont sécurisées. La scène de l'arrivée des « petits hommes verts » est d'ailleurs aujourd'hui

[1] Initialement cité par M. Antonova, "State Lays Claim to Geography Society," The St. Petersburg Times, November 20, 2009, repris dans Laruelle, Marlene. Russia's Arctic Strategies and the Future of the Far North, Taylor & Francis Group, 2013. Notons que le journal cité a été fermé en 2014.
[2] Traduction libre, « Nous, les Russes, sommes un peuple multiethnique. Les Russes ne sont pas du sang; les Russes sont un destin commun », Efim Ostrovsky, Piotr Shchedrovitsky, 1111 caractères 1111 jours avant le nouveau millénaire, 1997, https://archipelag.ru/ru_mir/history/history95-97/shedrovicky-1111zn/

immortalisée par une statue située à l'autre bout de la Russie, à Belogorsk[3], soulignant ainsi, sans l'ombre d'un doute les recours auxquels le Kremlin se croit justifié pour asseoir la place du pays dans sa sphère d'influence.

Alors qu'un vent glacé souffle sur les relations entre la Russie et les puissances occidentales, on constate qu'à peine quelque mois après les événements en Ukraine, soit en septembre 2014, le cas du Grand Nord n'est pas si gelé. En effet, le Conseil de l'Arctique, avec le support de la Russie, inaugure le Conseil économique de l'Arctique. Dans la même veine, en mai 2017, alors que les sanctions internationales sont maintenues contre la Russie, un accord de coopération en matière de recherche dans l'Arctique sera signé en Alaska. Ainsi le gel des relations ne se sera pas réellement étendu vers le Nord. En fin de compte, comme le note Camille Escudé, « [l]a crise ukrainienne n'a eu que peu d'impact sur la coopération au sein du Conseil [de l'Arctique]. »[4] Une certaine « bonne entente » perdure donc et les canaux de communication ne sont que partiellement bloqués.

À première vue, il semble que la Russie applique une politique à deux vitesses. Ainsi, comme les conflits en Transnistrie (1992), Géorgie (1992 et 2008) et Ukraine (2014) le démontrent, le Kremlin n'hésite pas à intervenir, directement et militairement lorsque ses intérêts géopolitiques sont menacés. Inversement, on note aussi que sur le front nord, la Russie reste beaucoup plus ouverte à la coopération. Malgré certaines déclarations incendiaires concernant la militarisation russe au nord du cercle polaire, il n'en reste pas moins que l'on est bien loin du

---

[3] Radio Free Europe, Radio Liberty, "Russia Unveils Monument To 'Polite People' Behind Crimean Invasion", 7 mai 2015, https://www.rferl.org/a/russia-monument-polite-people-crimea-invasion/27000320.html, consulté le 9 mars 2021.

[4]Escudé, Camille. « Le Conseil de l'Arctique, la force des liens faibles », Politique étrangère, vol. automne, no. 3, 2017, p. 33

niveau d'activité de la guerre froide[5]. D'ailleurs, aucun plan actuel ne prévoit une remilitarisation de la zone arctique au niveau des années 80. Au contraire, l'approche y est beaucoup plus posée et empreinte de collaboration.

De ces observations découlent quelques questions qui méritent certainement d'être abordées avec attention. Ainsi, pourquoi la Russie collabore-t-elle avec la communauté internationale en Arctique alors qu'elle se montre belliqueuse en Europe orientale? Quels sont les facteurs et enjeux qui orientent la politique étrangère russe dans ces deux régions et comment la Russie y réagit-elle, donnant une apparence de réponses diamétralement opposées? Dans le présent texte, il sera démontré que la compréhension russe de la dynamique internationale est profondément ancrée dans une lutte des rapports de force entre divers facteurs internes et externes bien souvent enracinés dans l'histoire et la géopolitique.

En effet, le Kremlin envisage les relations internationales principalement au travers d'une lentille d'analyse géopolitique se rapprochant d'un réalisme classique ou de *realpolitik*. La sécurité nationale prime et passe, sans toutefois s'y limiter, par le statut de grande puissance. Ainsi, la Russie accepte difficilement les avancées occidentales en Europe orientale, zone qu'elle considère sous son influence et nécessaire à la protection du territoire national russe. Au contraire, l'Arctique reste un territoire où, de par sa nature même, la présence pérenne est extrêmement difficile et pose donc une menace directe moindre. Il est donc possible d'économiser temps et ressources en collaborant avec les divers acteurs internationaux pour en assurer la sécurité. L'approche qui semble à prime abord être à deux vitesses est en fait l'autre face d'une même pièce qui forme un tout avec une certaine cohérence.

---

[5] Hubert-Legault, Etienne, « La Russie en Arctique, entre dégel et glaciation », Essai Global Vortex, Collège des Forces canadiennes, 2020, p. 19

Dans le but de soutenir ces affirmations, il sera proposé d'effectuer une analyse de politiques internationales comparées entre les fronts de l'Europe orientale et de l'Arctique. En premier lieu cependant, il convient de s'attarder quelques instants à la méthodologie utilisée pour la présente étude. Par la suite, un tour d'horizon sur la vision et la perception russe du monde sera effectué. En troisième lieu, la place de l'Europe orientale pour la Russie sera examinée. Cependant, puisqu'il s'agit d'une réalité complexe, trois groupes seront examinés, soit les états baltes, le Bélarus et finalement, l'Ukraine. Quatrièmement, seront étudiées la place de l'Arctique ainsi que les politiques nationales et internationales du Kremlin dans cette région. En dernier lieu, les perspectives convergentes et divergentes entre ces deux zones seront considérées et examinées.

2. MÉTHODOLOGIE ET APPROCHE

Le présent texte ne s'emboite pas dans un modèle théorique unique. En effet, il a été déterminé que pour faire ressortir les points saillants, une approche mixte permettrait de mieux mettre en valeur les thèses présentées. Dans un premier temps, la perspective historique permettra d'introduire les divers thèmes abordés. Ceci permet de brosser un portrait de la situation et des liens entre les divers acteurs ainsi que de placer certains points clefs en perspective. Pour ce qui est de l'analyse, une approche inspirée de la géopolitique débordant vers le réalisme sera privilégiée. Effectivement, comme le note Alexandre Defay, « les États-nations, pas plus au cours de leur constitution hier que maintenant, et les nouveaux acteurs de la géopolitique mondiale aujourd'hui ne trouvent dans le milieu géographique un terrain composé seulement d'atouts ou d'obstacles naturels, orographiques, hydrographiques et climatiques »[6]. La

[6] Defay Alexandre, « Chapitre III - Nouvelles approches », dans : Alexandre Defay éd., *La géopolitique.* Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2018, p. 39-50. URL : https://www-cairn-info.cfc.idm.oclc.org/la-geopolitique--9782130803911-page-39.htm

localisation et la réalité géographique propre à chaque état importe et aura une influence sur ces actions et sa perception du monde.

L'approche sera réaliste dans la conception des relations des états avec le pouvoir. C'est pourquoi la compréhension de la politique étrangère de la Russie sera incarnée par le chef du pouvoir exécutif[7], principalement la vision de Vladimir Poutine. De plus, l'on comprendra que l'équilibre des puissances reste, surtout dans le cas de la Russie, le meilleur moyen de modeler les relations internationales et ce même si ces relations sont encadrées au sein d'organisations et qu'un conflit armé ou des opérations militaires de grandes envergures sont des moyens acceptables et légitimes pour un état dans la gestion de ses relations extérieures[8]. Finalement, il sera aussi accepté que l'efficacité du droit international et des organisations internationales ne sont contraignantes que lorsque les intérêts des états membres y sont conformes[9].

Cependant, il serait tout de même réducteur de limiter la compréhension de la politique étrangère russe aux seules relations de pouvoir et ce même s'il s'agit certainement d'un approche clef. C'est pourquoi quelques éléments de l'approche constructiviste seront aussi employés dans le but d'ouvrir un peu la « boite noire » de l'état. En effet, des courants nationalistes prônant une vision particulière pour la Russie influencent la vision de l'étranger du Kremlin. On trouvera donc un certain angle mettant « l'accent sur le contexte social, l'intersubjectivité et la nature constitutive des règles »[10]. Seule l'intersection de ces approches permettra de prendre en compte les facteurs critiques qui orientent la vision que la Russie pose sur le monde.

---

[7] Battistella, Dario, « Théorie des relations internationales », Références inédites, Presses de Science po, 2003, p. 112
[8] *Ibid.*
[9] *Ibid*, p.113
[10] C. Lynch et A. Klotz, « Le constructivisme dans la théorie des relations internationales », cité dans Battistella, Dario, *Op Cit.*, p. 271

3. LA VISION RUSSE DU MONDE

Il peut être facile et certainement tentant de poser un lourd jugement concernant le comportement de la Russie en utilisant un cadre normatif « occidental ». En effet, la compréhension des relations internationales et l'orientation de celles-ci sont bien souvent filtrées par des valeurs prédéterminées. Dans les prochains paragraphes, un cadre d'approche à partir du point de vue de la Russie sera construit. L'idée ici est de comprendre le point de vue russe, sa perception du Monde et les enjeux qui motivent les politiques et les actions de la Russie sur l'échiquier international.

Ainsi, dans un premier temps, un bref retour historique sur la création de l'Empire russe sera effectué. Cet ancrage historique est nécessaire, car il recadre la réalité géographique russe. Deuxièmement, quelques approches idéologiques de vision russe du monde seront abordées. Troisièmement, un lien sera fait avec les événement des dernières années sur la place de la Russie dans le monde. Finalement, quelques perspectives seront présentées. On notera que ces sujets sont vastes et fort importants. Ils pourraient, en effet, faire l'objet d'un ouvrage complet. L'objectif présent n'est donc pas d'effectuer une recherche exhaustive des idées, mais bien de souligner les éléments importants qui permettront une compréhension plus juste, de la situation actuelle.

3.1 La Russie, tributaire de son histoire

Depuis que Rurik vint à Novgorod, les frontières de la Russie n'ont cessé d'être altérées, remodelées et presque toujours repoussées; ou du moins, ce fut le cas jusqu'à la chute de l'URSS. Comme le note Michel Heller, la Russie, à l'instar de l'Empire romain, a adopté le concept d'impérialisme défensif; chaque nouveau territoire requiert une nouvelle expansion pour

sa protection[11] car pour être en mesure de se défendre efficacement, il convient d'agrandir toujours plus ses frontières. On se trouve ainsi à éloigner une menace potentielle le plus loin possible des centres critiques[12]. De plus, étant située au centre de la masse continentale eurasienne, la Russie ne possède pas d'accès aisé aux grandes voies de navigation maritimes. Ainsi, la recherche d'un tel accès sera, depuis Pierre le Grand, un important facteur de motivation d'expansion du territoire. Ces deux notions, soit celle de la sécurisation des frontières et celle de la recherche d'un accès maritime, seront clefs dans la compréhension de l'aventure russe.

La Fédération de Russie, telle que nous la connaissons au XXIème siècle, se retrouve l'État légataire d'une tradition impériale absolutiste qui a, et qui influence encore, des millions d'êtres humains avec des cultures et enjeux qui leur sont propres. S'établissant d'abord à Novgorod, puis à Kiev, l'antique Rus s'étendra au début des années 1000 entre les sources de la Volga et du Dniepr. Se consolidant sous le joug mongol de la Horde d'Or, il faudra attendre le XVème siècle pour voir la Russie émerger dans le sang avec Ivan III[13]. La consolidation des principautés de Tver et Novgorod sous la houlette de Moscou marque un tournant capital dans l'histoire russe qui, à ce moment, ne fait que peu de distinction entre les Russies, grande, petite et blanche[14]. Puis, avec Ivan IV dit le Terrible, qui accepte la Sibérie du Cosaque Iermak en 1589, avec Pierre le Grand ou encore Catherine II, la Russie s'engage sur une voie d'agrandissement sans précédent. L'Empire russe atteindra son paroxysme avec Staline qui, après la Deuxième

---

[11] Heller, Michel, « Histoire de la Russie et de son Empire », Champs, Flammarion, 1997, p.141
[12] *Ibid.*
[13] Heller, Michel, *Op. Cit.*, pp.145-148
[14] *Ibid.*

Guerre mondiale sera en mesure de non seulement cristalliser les frontières, mais aussi de créer un glacis protecteur autour de celle-ci.

Avec la fin de l'URSS cependant, l'influence russe, tant sur le monde que sur l'Eurasie, sera grandement diminuée. Par souci de vitesse, la dissolution de l'Union se fera selon les lignes administratives existantes au sein de celle-ci de sorte que peu d'attention sera alors portée aux divers ajustements faits aux frontières au cours des 70 années de son existence. Des ajustements comme le rattachement de la Crimée à l'Ukraine, celui du Nagorno-Karabakh à l'Azerbaïdjan ou encore l'existence même de la Moldavie (ancienne Bessarabie et peuplée principalement de Roumains) qui avaient peu d'importance tant que l'Union existait, résonnent encore comme des zones de conflits 30 ans plus tard.

Comme on le constate, la Fédération de Russie moderne est profondément marquée par l'histoire. Alors que bien des États modernes ont réussi à consolider leurs frontières ou, à tout le moins, à accepter l'état actuel des choses, la situation en Eurasie reste malléable encore aujourd'hui. En 1997, Michel Heller pose déjà la question « la Russie peut-elle exister dans ses frontières actuelles ou devra-t-elle immanquablement, pour des motifs géopolitiques et psychologiques, les élargir? »[15].

3.2 La troisième Rome

Vers la fin du XIXème siècle, il existe en Russie, un courant dit de « l'idée russe ». Ce courant soutenait initialement l'idée de la destinée propre de la Russie, que le peuple russe avait une vocation quasi « messianique » envers la foi chrétienne orthodoxe[16]. Cependant, avec les

---

[15] Heller, Michel, *Op. Cit.*, p. 939
[16] Laruelle, Marlène, « Russian Nationalism; Imaginaries, Doctrines, and Political Battlefields », Routeledge, 2019, p. 8-9

années, cette « idée russe » prendra de l'ampleur pour « englober l'ensemble des débats sur l'identité nationale »[17]. Stolypin, premier ministre russe du début du siècle dernier, avait déjà commencé plusieurs réformes au sein de l'appareil étatique, voire de la société même, qui font encore écho aujourd'hui. Par exemple, « la restauration de l'autorité de l'État comme garantie indispensable de l'ordre »[18]. De plus, ces réformes « visaient la création d'une Russie vitale, soutenue par une prospérité et le patriotisme d'une nouvelle nation sous le bouclier d'un État dont dépend l'ordre et la prospérité »[19]. Il s'agit des premiers balbutiements pour tenter de définir conceptuellement ce qu'est la Russie ainsi que de dresser le portrait de ce que cela représente être « russe », de l'âme russe. Pour plonger plus profondément dans ces idées, il sera nécessaire de comprendre la relation de l'idée de la Russie avec son territoire, mais aussi une certaine mélancolie et résignation de sa population. Il faut aussi ajouter à ceci une perception, par moment vérifiée, que la Russie accuse un « retard » en terme de développement politique, économique et social par rapport à l'Occident[20]. Ce sentiment de compétition perdure au travers de l'histoire jusqu'à nos jours. Finalement, il est bien souvent admis qu'autant le pouvoir en place peut être fautif pour cet écart, autant il lui incombe aussi de le rattraper[21]. Ce sentiment d'infériorité chronique aura définitivement un effet sur l'orientation des politiques et de la conception du monde par la Russie.

Depuis la chute de l'URSS, plusieurs observateurs et commentateurs ont souligné l'absence d'une d'idée unificatrice de la politique étrangère russe. Cependant, en dépit, ou en raison du positionnement russe lors de la dernière décennie, on remarque la cristallisation de

---

[17] *Ibid.*
[18] Levgold, Robet, « Russian Foreing Policy in the 21st Century & the Shadow of the Past », Columbia University Press, 2007, p. 174
[19] *Ibid.*, p. 175
[20] *Ibid.*, pp. 156-157
[21] *Ibid.*

certains courants idéologiques. C'est au milieu des années 90 que commencent à poindre deux idées : le concept de « compatriotes à l'étranger » (соотечественники за рубежом) ainsi que celle du « monde russe » (русский мир)[22]. Celles-ci viennent supporter ce qui apparait être la vision du Kremlin; vision qui par ailleurs, est synonyme de celle du président[23]. Tel que souligné en exergue plus haut, la taille du territoire est un facteur déterminant dans la compréhension du concept de puissance de l'état. Énoncée pour la première fois officiellement lors du discours d'ouverture de la Société de géographie russe, Vladimir Poutine, fait une corrélation directe entre la puissance de l'état et la taille du territoire. Pour lui la Russie ne peut être grande que si elle conserve son intégrité géographique lui assurant une portée mondiale[24]. À ceci vient se jouxter un nationalisme parfois un peu réactionnaire pour justifier la grandeur du pays.

Marlène Laruelle relève trois grandes conceptions du nationalisme géographique russe : l'eurasisme, le cosmisme et l'arctisme[25]. Pour les fins de la présente recherche, seul l'eurasisme et l'arctisme seront retenus, car bien que la relation entre le cosmos et l'âme russe reste intéressante, elle n'apporterait que peu au présent discours. Cependant, de l'approche cosmiste, il sera retenu l'idée d'un lien différent entre Dieu ou la nature/espace (selon l'époque) et l'humain qui serait fondamentalement « russe ». Il s'agit, ici encore, de cristalliser une particularité du « monde russe » par rapport aux autres[26].

Initialement pensé vers les années 1920 en parallèle avec le concept des études géopolitiques, l'eurasisme présente la « nation, en termes temporels, soit le résultat d'un

---

[22] Suslov, Mikhail, « "Russian World" Concept: Post-Soviet Geopolitical Ideology and the Logic of "Spheres of Influence" », Geopolitics, 23:2, 2018, pp. 331-334
[23] Roberts, Kari, « Understanding Putin: The politics of identity and geopolitics in Russian foreign policy discourse », International Journal, Vol 72(1), 2017, p
[24] Marlene Laruelle, *Op. Cit.*, p.37
[25] *Ibid* p.39
[26] *Ibid.*, pp. 44-45

impérialisme épistémologique qui vise à légitimer l'Europe au détriment des autres peuples »[27]. On tente ici de se détacher des idées traditionnellement présentes en Europe pour permettre un regard différent au travers d'une nouvelle lentille. L'eurasisme souligne donc que la compréhension de ce qu'est la Russie, ou l'Eurasie, ne peut se faire qu'en considérant séparément cette zone car celle-ci est beaucoup plus fortement influencée par les vastes étendues qui la composent[28]. Cependant, depuis la chute de l'URSS, les concepts de l'eurasisme ont été utilisés de manière assez libérale en « présupposant une certaine unité culturelle au sein du monde post-soviétique »[29]. On remarque toutefois que la vision adoptée par le Kremlin, elle, reste plus malléable, car elle préconise pour la Russie un rôle de moteur régional[30]. Ainsi, « la seule structure légitime pour la Russie est celle de l'Empire ou encore de la fédération dans laquelle les minorités ethniques sont reconnues mais subordonnées »[31]. Le but est de faire de la Russie un acteur incontournable de la scène régionale et internationale. De plus, l'eurasisme se place en porte-à-faux envers « l'atlantisme », voulant offrir une alternative au message occidental, soulignant au passage l'originalité et l'unicité du monde eurasiatique. Il s'agit donc d'un effort de conceptualisation d'un espace qui, bien qu'il tire beaucoup de l'Occident et de l'Asie, ne s'en réclame aucunement. Bien entendu, il existe plusieurs des ramifications intellectuelles de ce concept, incarnées par des personnages aux agendas politiques extrêmes comme Alexandre Douguine[32]. Cependant, seule une compréhension globale de la vision de l'espace eurasiatique sera conservée.

---

[27] Traduction libre, *Ibid.*, p. 39
[28] *Ibid.*, p. 39
[29] *Ibid.*, p. 40
[30] *Ibid.*
[31] *Ibid.*
[32] Suslov, Mikhail, *Op. Cit.*, p. 345

L'arctisme, quant à lui, voit le jour bien plus tard, au milieu des années 2000. Bien que la relation de la Russie avec le Nord remonte à plusieurs siècles, la vision actuelle est beaucoup plus récente. En effet, ce ne sera qu'à partir de ces années que l'économie et la politique interne de la Russie se seront assez stabilisées pour permettre la remise en marche du développement boréal. Le Kremlin vise ainsi à faire de l'Arctique « un exemple des capacités de l'État russe »[33]. L'exploitation des ressources naturelles de même que les possibilités de développement du territoire comme la voie maritime du Nord (Sevmorput) offrent à la Russie des opportunités fort intéressantes et, pour certains, l'espoir d'un futur radieux[34]. Bien qu'une frange de politiciens russes prône le retour à l'idée d'une « région arctique rouge », en souvenir de la vision soviétique de l'Arctique, cette idée d'une présence unilatérale russe n'est pas partagée par le pouvoir central[35]. Effectivement, le Kremlin considère que, même s'il s'engage souvent vers une certaine ligne narrative digne de la guerre froide, une coordination internationale, voire une pointe de coopération, est plus appropriée en ce qui concerne la gestion des relations avec les voisins[36].

3.3 Les compatriotes et le monde russe

La notion de compatriotes émerge pendant la première moitié des années 1990. Celle-ci désigne, initialement les communautés russophones restées dans les anciennes républiques soviétiques[37]. Ainsi nait l'idée de « compatriotes à l'étranger ». Cependant, avec les années, cette notion sera élargie pour inclure toutes personnes ayant « un certain attachement émotionnel au passé de l'URSS, une certaine loyauté à la culture russe et possédant une maitrise minimale de la

---

[33] Marlene Laruelle, *Op. Cit.*, p.47
[34] *Ibid.*, p. 49
[35] *Ibid.*, p. 48-49
[36] *Ibid.*, p. 47
[37] Suslov, Mikhail, *Op Cit.*, p.337

langue »[38]. Bien entendu, avec une définition aussi large, il est difficile de placer tous les groupes d'émigrants d'origine russe sur un pied d'égalité. Ironiquement, à l'origine, cette idée sera principalement utilisée pour tenter de limiter l'immigration de ces communautés vers la Fédération de Russie[39] alors que 20 ans plus tard, l'on se servira de celle-ci pour justifier une consolidation des frontières et l'inclusion de davantage de compatriotes. L'instrumentalisation de la diaspora des compatriotes est toujours un mécanisme justificatif pour le Kremlin qui continue de l'invoquer comme motif humanitaire pour protéger la population russe. Par exemple, on pense à la distribution de passeports russes aux citoyens d'Ossétie du Sud en 2008[40]. En conséquence, la protection des citoyens russes sera l'un des arguments de l'offensive contre la Géorgie.

L'autre concept central est celui du « monde russe » élaboré par Shchedrovitsky[41]. Puisant directement dans l'héritage historique russe, l'on tisse un narratif du « monde russe », indépendant des frontières[42]. Élaboré initialement en 1998 comme idée cadre pour la Communauté des états indépendants (CEI), cette idée fait appel directement à la diaspora russe. En effet, le but est pour la population « de non seulement parler et penser en russe, mais, plus important encore, se sent[ir] russe »[43]. L'idée est ici de renforcer les liens avec la diaspora proche, principalement dans les pays limitrophes de l'ex-URSS pour une collaboration associative plus grande[44]. Cependant, cette idée touche aussi les Russes qui auront émigré en vue

---

[38] *Ibid.*, p. 331
[39] *Ibid.,* p. 337
[40] Artman, Vincent A., « Documenting territory: Passportisation, Territory, and Exception in Abkhazia and South Ossetia », Geopolitics, Vol. 18(3), 2013, pp. 683-684
[41] Suslov, Mikhail, *Op* Cit., p 338
[42] Shchedrovitskii, P. « Russkii mir. Vosstanovlenie konteksta », Russkii Archipelag, 2011 http://www.archipelag.ru/ru_mir/history/history01/shedrovitsky-russmir/Accede le 25 avril 2021,
[43]Traduction libre. *Ibid*
[44] *Ibid.*

d'obtenir de meilleures conditions de travail à l'étranger. Shchedrovitsky va même jusqu'à suggérer que les Russes à l'étranger aient la possibilité de participer à la vie politique[45].

Bien que son idée générale en soit une d'ouverture et d'intégration basée sur le partage d'une culture à laquelle chaque membre accepte de s'identifier, la récupération de l'idée du monde russe sera un peu plus étroite[46]. En effet, cette vision présente le monde russe « comme une civilisation distincte, située sur un territoire propre, dirigée par un seul sujet politique et en compétition avec les autres civilisations pour les ressources et l'influence »[47]. On y remarque une vision plus agressive au travers de laquelle on retrouve un narratif justificatif pour une réunion territoriale continue du monde russe.

Finalement, dernière idée pour notre tableau, celle de la nouvelle Russie (Новороссия). Idée datant du XVIIIème siècle, elle est utilisée principalement pour décrire la région du Sud-Ouest des marches de l'Empire et elle référait principalement à la région d'Odessa et de la Bessarabie. Cette idée refera surface en Transnistrie au milieu des années 90 avant d'être reprise en 2014 par les partisans russes indépendantistes dans l'est de l'Ukraine. Bien qu'il n'émane pas du Kremlin, « ce concept a acquis une légitimité qui lui est propre »[48]. Ainsi, comme le note Marlène Laruelle, celui-ci représente la superposition de trois courants[49] qui sont souvent séparés. On y retrouve une conception rouge ou post-soviétiques qui développe les notions de grande puissance pour la Russie de même que l'aspect messianique de celle-ci. On y voit aussi une conception blanche ou retour en force des idées conservatrices, voire monarchiste et de la religion orthodoxe. Finalement, une vision brune, nationaliste, voire néo-nazie qui identifie la

---

[45] Suslov, Mikhail, *Op Cit*., p 336
[46]*Ibid.*
[47] *Ibid*., p. 345
[48] Marlene Laruelle, *Op. Cit.*, p.196
[49] *Ibid*., p. 208

Nouvelle Russie comme le point de départ d'un nouveau nationalisme qui révolutionnera l'avenir du pays. Cependant, il est important de noter que le concept de la Nouvelle Russie, tel qu'on le comprend maintenant, a été créé de toute pièce depuis la dernière décennie[50]. Il résulte de la lecture des événements de 2014 par divers groupes qui y voient leur propres intérêts[51].

Comme on le comprend, une manne d'idées abondent en Russie. Plusieurs intellectuels tentent d'intégrer la vision historique d'une grande Russie dans un cadre moderne pour structurer la réflexion par rapport à l'état. Cette vision du monde qui place la Russie dans une position unique, ni occidentale, ni orientale sous-tend la recherche d'une voie unique. Déchirée entre deux mondes qui se confrontent de plus en plus sur la scène mondiale, la Russie tente de trouver sa voie. La rhétorique d'opposition offre alors une voie relativement facile pour se définir. On élabore ce que l'on est, mais aussi, on se définit par ce que l'on n'est pas. La place de l'autre devient aussi capitale dans cette construction, car elle justifie la raison d'être et l'adversaire.

3.4 La place de la Russie XXIème siècle

Ainsi, la Russie entre dans le nouveau siècle sous les auspices d'un nouveau chef, Vladimir Poutine. Surfant sur la vague des pétro-roubles apportés par l'exploitation et l'exportation d'hydrocarbures, il apportera une période d'espoir et de prospérité au début des années 2000. S'accrochant au pouvoir depuis, il imprègne une marque de plus en plus personnelle dans l'avenir du pays. Il n'est pas étonnant de voir que plusieurs spécialistes parlent d'un retour à une période autocratique sous l'égide d'un chef fort. Cependant, Poutine reste « un produit et contribue à la continuité du patrimonialisme qui caractérise la gouvernance russe »[52].

---

[50] *Ibid.*, p. 195
[51] *Ibid.*, p. 208
[52] Roberts, Kari, *Op. Cit.*, p. 33

Malgré le renforcement de l'économie et de la structure étatique pendant la première décennie des années 2000, la Russie reste relativement instable[53] à l'entrée des années 2020.

En premier lieu, il convient de se rappeler que la base industrielle de l'URSS, donc *de facto* de la Russie a été principalement construite pour soutenir une économie militaire. En effet, la grande majorité des ressources industrielles ont longtemps été orientées vers la production d'armes et de matériel militaire pour se défendre contre une agression extérieure, principalement de l'OTAN[54]. La réorganisation manquée d'un système devenu non-viable à la fin des années 80 sous Gorbatchev a contribué grandement à la dissolution de l'URSS. Bien qu'une usine spécialisée en armement puisse fabriquer des biens de consommation, effectuer un tel changement dans un système planifié n'est pas simple. La réalité resta donc que tout au long des années 90, la réorganisation de la production vers non seulement une économie de marché, mais aussi une économie de consommation, n'a pu se faire que dans la douleur[55]. De ce fait, la demande en hydrocarbure, particulièrement en gaz naturel de l'Europe (principalement de l'Allemagne) et le développement du marché européen a donc représenté une source de capitaux permettant de faciliter et accélérer la réorientation de l'économie[56]. Ainsi, Poutine n'a pas forcément été un génie de la macro-économie, mais a davantage surfé sur la montée des prix[57] lors de ses premières années au pouvoir. Depuis 2009, avec la baisse des prix, du gaz naturel notamment, la Russie a lentement glissé vers une récession[58]. Le ralentissement des années 2010 a donc eu un impact direct sur le niveau de vie en Russie.

---

[53] Stoner, Kathryn, « Russia in Retrospect and in Prospect », Comparative Politics, vol. 50, no. 3, 2018, p. 299
[54] Odom, William E., « The Collapse of the Soviet Army », Yale University, 1998, p. 239-240
[55] Turkina, Ekaterina, « Russia-Ukraine Crisis: Value-Based and Generational Perspective, Studies in Ethnicity and Nationalism», Vol 15(1), 2015, p.195
[56] Stoner, Kathryn, *Op. Cit.*, p. 299
[57] *Ibid.*
[58] *Ibid.*

Parallèlement, les années 2000 ont vu l'élargissement des institutions européennes et atlantistes. En effet, l'Union européenne et l'OTAN ont progressivement incorporé des pays anciennement membres du glacis soviétique. Aux yeux de la Russie, ces actions représentent une menace, voire une démonstration d'agressivité qui se présente sous deux aspects. Dans un premier temps, la zone de protection du territoire russe se trouve grandement réduite. Des armées potentiellement adverses se trouvent maintenant à quelques centaines de kilomètres de Moscou, au lieu des quelques milliers du temps de la guerre froide. Le souvenir des sacrifices de la Deuxième Guerre mondiale reste encore présent dans les mémoires. Deuxièmement, la Russie perd une influence énorme sur les scènes régionale et internationale. Le fait que ses anciens « alliés » se tournent volontiers vers l'Europe et non vers la Russie est perçu comme une perte nette. Cette perception se trouve renforcée dans l'idée que la Russie se sent désavantagée par la construction actuelle d'un système international qu'elle juge tourné contre elle[59].

La Russie se trouve dans une position plus ou moins artificielle et vacillante, car son économie est fortement liée à l'exportation d'hydrocarbure. De plus, son influence chute librement tant sur son ancienne sphère que dans le concert géostratégique. Cependant, les conflits de valeurs apparents de l'Occident n'ont pas échappé au Kremlin[60]. Pour Poutine, l'Occident et particulièrement les États-Unis, jouent double. D'un côté, ils se permettent de faire la morale mais de l'autre, ils agissent à leur guise en fonction de leurs intérêts. La conclusion est donc que si cela est juste pour les États-Unis, cela le sera forcément aussi pour la Russie[61].

---

[59] Roberts, Kari, *Op. Cit.*,, p. 36
[60] *Ibid.*, p. 37
[61] *Ibid.*, p. 53

Poutine se trouve ainsi justifié de développer un narratif alternatif pour jouer sur l'écart entre les valeurs occidentales, les actions des pays occidentaux et le reste du monde[62]. Une des idées centrales est donc que puisque l'Occident n'a pas accueilli la Russie comme un « égal » dans « son » système internationale après la chute de l'URSS, celle-ci se trouve justifiée de se battre pour retrouver une place à la table des grandes puissances.[63]

Comme on le constate, la Fédération de Russie est profondément marquée par son histoire et sa géographie. Ni européenne, ni asiatique, elle tente de développer sa propre identité, différente des grands courants civilisationnels. Légataire d'un tout plus grand, la Russie tente de retrouver la gloire passée du temps où l'Occident tremblait devant la menace nucléaire de l'URSS. Cependant, les ressources financières et matérielles ne sont pas forcément au rendez-vous et les décisions politiques doivent inévitablement prendre en compte la réalité intérieure de la Russie. En effet, celle-ci reste difficile avec un niveau économique qui peine à s'améliorer et une population en déclin. L'intersection de ces facteurs donne une réponse qui peut certainement être difficile à cadrer de l'extérieur. C'est pourquoi, il convient maintenant de considérer comment ces éléments influencent la politique étrangère russe en Europe orientale.

4. LA RUSSIE ET L'EUROPE ORIENTALE

L'Europe orientale n'a été, pendant bien longtemps, que vastes territoires sauvages. Tribus peu organisées, elles seront éventuellement christianisées par les chevaliers teutoniques. Avec la consolidation de la Moscovie et la création de l'Empire russe, l'Europe orientale devient éventuellement les marches de ce dernier. Bien que l'idée d'Europe orientale ait été confondue avec le concept d'Europe de l'Est lors de la guerre froide, elle fera ici référence aux pays baltes,

---

[62] *Ibid.*, p. 38
[63] *Ibid*

au Bélarus et à l'Ukraine. Bien souvent la Moldavie est aussi incluse, cependant, la situation de ce pays ne sera pas abordée ici, car elle ne représente qu'un intérêt limité. Pour être en mesure de bien comprendre quelle est, ou plus précisément, quelles sont les politiques étrangères de la Russie envers cette zone, il convient de faire un lien avec ce qui a précédemment été exposé.

4.1 Pourquoi l'Europe orientale?

L'Europe orientale a non seulement représenté le visage européen de l'Empire russe de même que de l'URSS, mais elle représente aussi son berceau. En effet, le Bélarus, anciennement Biélorusse, soit littéralement, la Russie blanche ainsi que la région de Kiev sont les premiers territoires à être considérés comme faisant partie de la *Rus*. C'est pourquoi, depuis près d'un millénaire, on retrouve des Russes en Europe orientale. Cependant, en raison de la pression exercée par les hordes mongoles (Horde d'Or et Horde Bleue) mais aussi par la *Rzeczpospolita* polonaise, la *Rus* sera repoussée vers les forêts denses au nord-est de Kiev (Bélarus) et vers les sources de la Volga. Malgré une histoire houleuse, à partir du 17ème siècle la Petite Russie, soit l'Ukraine actuelle, prêtera allégeance à la principauté de Moscou. Il est important de comprendre que les limites de la Petite Russie étaient plus modestes que l'Ukraine d'aujourd'hui.

Comme nous le verrons plus bas, les pays baltes représentent un cas à part. Effectivement, il faudra attendre 1721 et Pierre 1er pour voir ces territoires littoraux tomber sous la férule russe[64]. En effet, après avoir établi St-Pétersbourg comme capitale en 1713, la Russie guerroiera contre le voisin suédois pour ces territoires et les portes qu'elles ouvrent vers l'Occident. Le dessein d'accès maritime est ici bien visible. Il sera noté au passage que, ce ne sera seulement qu'après l'annexion de ces territoire que le Sénat de Russie proposera à Pierre 1er

[64] Heller, Michel, *Op. Cit.*, pp.949-950

le titre d'Empereur, fondant ainsi officiellement l'Empire de Russie[65]. Cependant, la « russification » des états baltes ne sera jamais réellement effectuée avant tard dans le XIXème siècle[66] et un attachement aux racines germaniques des fondateurs de Riga et Tallin se maintiendra de manière sporadique.

En fin de compte, la poussée vers le sud et la quête du débouché méditerranéen que représente le contrôle de Constantinople verra l'annexion de la Crimée, si chèrement payée au XVIIIème siècle et éventuellement de la Bessarabie (Moldavie) au XIXème lors de la tentative d'invasion de la Roumanie pour faire pression sur l'Empire ottoman. La Russie étend ainsi son emprise et son influence sur de vastes territoires et se retrouve à partager des frontières avec la Suède au nord, la Prusse et l'Empire austro-hongrois au centre et ottoman au sud, confirmant de ce fait son influence dans le concert européen.

Au sortir de la Première Guerre mondiale, la Russie, maintenant URSS, est amputée de plusieurs territoires suite au traité de Brest-Litovsk. Les pays baltes retrouvent une indépendance depuis longtemps convoitée sous l'égide de quelques généraux allemands aventureux alors que la Bessarabie est rattachée à la Roumanie nouvellement indépendante, elle aussi. Cependant, au sortir de la guerre civile en 1921, la Russie aura tout de même réussi à agrandir le territoire ukrainien au détriment de la Pologne. Ce ne sera qu'après le choc de la Deuxième Guerre mondiale que les frontières que l'on connait seront fixées. Encore là, certains ajustements, parfois cosmétiques, seront effectués, comme le rattachement de la Crimée à l'Ukraine en 1953.

---

[65] *Ibid.*, p. 444

[66] Courtois, Charles-Philippe, « L'indépendance des pays baltes », Notes de recherches, La revanche des petites nations, no.4. Institut de recherche sur le Québec, Octobre 2013, p. 7

Cependant, l'Europe orientale ne représente pas forcément une manne en terme de ressources naturelles. En effet, bien que l'Ukraine soit considérée comme le grenier de l'URSS et possède de riches gisements de charbon dans le Donbas[67], l'importance stratégique de ces denrées est aujourd'hui diminuée. Autrement, le Bélarus est principalement composé de forêts au nord et des marais de la rivière Pripiet au sud. Les états baltes représentent certainement l'intérêt le plus grand avec leurs ports sur la mer Baltique, mais ce sont aussi les pays les plus fervents dans leur rejet de la domination russe.

Il faut donc aller chercher ailleurs les raisons de l'intérêt russe. Dans un premier temps, tous ces pays ont d'importantes minorités russes. Celles-ci sont présentes, soit en raison d'un remodelage des frontières au fil de l'histoire (Bélarus, Ukraine, Moldavie), ou encore par une émigration plus ou moins forcée (pays baltes). Pour la Russie, la présence de ces populations de « compatriotes » à l'extérieur des frontières de la Russie définit le monde russe. Le Kremlin se sent donc parfaitement justifié de s'ingérer dans les affaires internes de ces états pour orienter leurs politiques nationales et permettre aux Russes y habitant de conserver un rôle prépondérant dans ces pays. L'Europe orientale devient pour ainsi dire la « chasse gardée », la sphère d'influence de la Russie. Celle-ci a, au fil des ans, représenté une zone tampon entre la Russie et le monde européen. Cette distance, lui a permis d'absorber à son « rythme » ce qui sortait de l'Europe, que ce soit des idées ou des chars. De plus, la proximité des frontières avec l'Europe centrale signifiait que la Russie avait voix au chapitre au sein du concert européen. Elle ne pouvait être ignorée. L'on s'était invité à la fête! Maintenant que cette zone est compromise, il s'agit non seulement de voir débarquer aux frontières des acteurs potentiellement hostiles, mais

[67] Matsuzato, Kimitaka. « The Donbass War: Outbreak And Deadlock », Demokratizatsiya 25, no. 2 (Spring, 2017), p. 178

aussi une perte d'influence majeure. La Russie se retrouve poussée, refoulée vers le centre de l'Eurasie et n'est plus vraiment la bienvenue en Europe.

4.2 Les états baltes

Les trois états baltes représentent un cas particulier en Europe orientale. En effet, ces territoires n'ont pas été colonisés par l'Empire russe à proprement parler. Au contraire, leur histoire est plus intrinsèquement liée au monde germanique au travers duquel ils se développeront pendant plusieurs siècles. De fait, l'Estonie et la Lettonie ont été christianisés au Moyen Âge par les chevaliers teutoniques. Ces derniers ont favorisé le développement économique de ces deux pays et éventuellement Tallin et Riga seront des villes de la ligue hanséatique. Par la suite, ces territoires seront arrachés à la Pologne par les Suédois en 1621[68] qui seront battus à leur tour en 1721 par les Russes[69].

Parallèlement, la Lituanie se développera, aussi sous l'impulsion des chevaliers teutoniques, en un royaume de puissance moyenne au Moyen Âge. Ce dernier sera éventuellement absorbé par le Grand-duché de Varsovie et ce ne sera pas avant les partages de la Pologne en 1772 et 1793 que la Lituanie deviendra russe[70]. Notons ici qu'une partie de ce qui compose la Lituanie moderne a longtemps fait partie de la Prusse. À la suite de la Première Guerre mondiale, les états baltes gouteront pour la première fois depuis quelques siècles à l'autodétermination. En effet, les trois nations se constitueront en autant d'états. Républiques initialement, elles n'échapperont pas à la mouvance nationaliste des années 30 et des dictatures d'extrême droite seront mises en place[71]. Avec la signature du pacte Ribbentrop-Molotov,

---

[68] Artéus, Gunnar, « A Brief History of the Swedish Armed Forces », Swedish National Defence College, 2003,p. 55
[69] Heller, Michel, *Op. Cit.*, p.
[70] *Ibid,* p. 587
[71] Courtois, Charles-Philippe, *Op. Cit.,* p. 14

l'Allemagne met de côté son soutien aux pays baltes, ce qui ouvre le champ aux Soviétiques qui prennent possession de ces territoires en 1940[72]. Ces trois nations iront rejoindre les peuples d'Union soviétique jusqu'en 1991 et ce, malgré des tentatives d'indépendance à partir de 1987[73]. Depuis lors, ces trois pays ont tout fait pour se distancier le plus possible de Moscou et s'aligner vers l'Ouest. C'est ainsi qu'en 2004, ils seront accueillis au sein de l'OTAN[74] et dans l'Union européenne[75], au grand dam de la Russie.

Ce qui est important de noter dans ce bref retour historique, est que ces trois nations ne sont pas issues de la Rus, mais se sont créés indépendamment de la Russie. L'immigration russe vers ces pays sera principalement effectuée lors de la guerre froide. En effet, en plus d'une militarisation importante de ces territoires, plusieurs Russes ont été encouragés à aller y vivre[76]. Cependant, le sentiment que la Russie représente l'envahisseur reste difficile à oublier et les Russes sont bien souvent identifiés à « l'autre » causant un certain nombre de tensions internes[77]. En réalité, après 1991, de nombreux Russes vivant dans ces pays sont de seconde génération et n'ont pas vraiment d'attache avec la Russie. Les politiques d'intégration représentent un réel défi, par exemple, en Lettonie en 2004, les Russes représentaient près de 29% de la population[78]. De plus, une politique de « lettonisation » assez forte reste toujours en vigueur et un test de

---

[72] *Ibid*.
[73] *Ibid*., p. 26
[74] OTAN, Pays membres de l'Alliance, https://www.nato.int/nato-welcome/index.html, consulté le 20 avril 2021.
[75] Union Européenne, Pays par date d'adhésion, https://europa.eu/european-union/about-eu/countries_en#tab-0-1, consulté le 20 avril 2021.
[76] Courtois, Charles-Philippe, *Op Cit*, p. 18
[77] Spechler, Dina R., et Martin C. Spechler, « Putin and His Neighbors : Russia's Policies toward Eurasia», Lexington Books, 2019, p. 103
[78] DROIT, Emmanuel, « Lettonie. Les russophones entre intégration et repli identitaire », *Le Courrier des pays de l'est*, no.1052, 2005, p. 43

langue est requis pour accéder à la citoyenneté. Cependant, les politiques nationales sont plus souples en Estonie et en Lituanie, car la minorité russe est moins importante qu'en Lettonie[79].

Face à ces changements, la Russie reste extrêmement vigilante, particulièrement face à ce qui est perçue comme une avancée atlantiste dans sa zone d'influence. Ainsi, l'adhésion des pays baltes à l'OTAN, tout particulièrement, a été vécue difficilement par Moscou[80]. Il s'agit, non seulement de la perte d'un accès à la mer Baltique, mais, sans doute plus sérieusement, du positionnement d'une alliance militaire que l'on juge de plus en plus hostile[81]. En effet, cette expansion est perçue comme un désaveu des promesses de limiter l'influence occidentale et a certainement légitimé un retour de l'importance que représente la sphère d'influence traditionnelle, soit territoires de l'ex-URSS.[82] C'est pourquoi, depuis, la Russie a été plus active en ce qui concerne le soutien des compatriotes restés dans les pays baltes. Même si le Kremlin évite le déploiement de moyens militaires visibles pour faire pression sur ces pays, il n'en demeure pas moins actif. Par exemple, la Russie n'a pas hésité à lancer plusieurs attaques informatiques contre l'un ou l'autre des pays baltes comme mesure coercitive lorsque des affronts sont perçus[83]. Un autre moyen est aussi la manipulation des médias et de l'information pour supporter des messages pro-russes et discréditer les adversaires. Le but reste de rappeler aux pays baltes qu'ils ne sont pas complètement libres et doivent respecter la présence des compatriotes russes sur leurs territoires. Finalement, la Russie opère, valsant sur une mince ligne, entre comportements belliqueux et coopération. En effet, elle a besoin de certains débouchés fournit par les pays baltes comme le terminal pétrolier de Ventspils en Lettonie qui permettait la

---

[79] Spechler, Dina R., and Martin C. Spechler, *Op Cit*, p. 104
[80] *Ibid.*, p. 105
[81] *Ibid.*
[82] Roberts, Kari, *Op. Cit.*,, p.38
[83] Spechler, Dina R., and Martin C. Spechler, *Op Cit*, p. 106

distribution européenne avant 2018[84]. Depuis, la construction du BPS-2 court-circuite les anciennes voies de distribution en acheminant les produits pétroliers vers le golfe de Finlande réduisant ainsi sa dépendance[85]. De plus, une escalade trop vigoureuse pourrait mener à des conséquences désagréables puisque les pays baltes font partie de l'OTAN.

Comme on le constate, le Kremlin joue sur les notions de préservation de la culture russe et des compatriotes pour garder une mainmise sur la politique intérieure de ces anciens territoires. Dans le cas des pays baltes, cela se fait d'une manière relativement détournée; la Russie étant pleinement consciente des risques d'une confrontation directe avec l'OTAN. De plus, son emprise reste relativement faible contre le nationalisme débordant de ces trois pays. Ceci étant dit, elle n'hésite pas à rappeler son désaccord en utilisant une panoplie de moyens pour rappeler au monde son influence et ses capacités. Ceci ne sera pourtant pas forcément le cas pour tous les autres pays d'Europe orientale.

4.3 Le Bélarus

Confortablement installé au nord des marais de la rivière Pripiet, le Bélarus est entouré de voisins qui auront profondément influencé son histoire, comme la Russie et la Pologne. Partie de la Rus originelle donc peuplée principalement de Slaves, le territoire sera éventuellement rattaché à la Lituanie au Moyen Âge, alors que Kiev et Moscou sont aux prises avec les envahisseurs mongols. La Russie blanche (Biélorussie, maintenant Bélarus) sera éventuellement prise par l'Empire russe lors du deuxième partage de la Pologne-Lituanie et sera intégrée en

---

[84] Dart, Jonathan, éditeur, « Russia to stop oil product exports via Latvian ports from 2018: Transneft », S&P Platts, 13 septembre 2016, https://www.spglobal.com/platts/en/market-insights/latest-news/shipping/091316-russia-to-stop-oil-product-exports-via-latvian-ports-from-2018-transneft, consulté le 3 mai 2021

[85] Transneft, « Baltic Pipeline System -2 », https://en.transneft.ru/about/projects/realized/10650/?re=en, consulté le 3 mai 2021

1793[86]. Le territoire fera partie de la Russie, presque sans interruption, jusqu'en 1991[87]. Un bref aparté sera noté, car en 1918, lors des années troubles de la guerre civile russe, une république verra le jour. Elle ne durera que quelques mois et dès que l'armée allemande se retirera, les Soviets prendront rapidement le contrôle[88].

Ceci étant dit, le Bélarus moderne est sans doute l'ex-république soviétique la plus près de Moscou en termes, non seulement politique, mais aussi ethnique. Bien qu'il existe de nombreuses différences entre les Russes et les Bélarusses, ces deux peuples partagent énormément de liens. Pour un, la majorité utilise le russe comme langue de vie courante[89]. La majorité des habitants est aussi de confession orthodoxe, se ralliant au patriarche de Moscou et ce, même s'il existe une importante minorité catholique[90]. De plus, l'identification nationale des Bélarussiens s'approche davantage de ceux des Russes, comme par exemple dans le fait de ne pas s'identifier à l'Europe. Un peu plus de la moitié de la population rejette catégoriquement cette idée dans les deux pays[91].

Cette proximité est telle qu'en 1998, le Bélarus et la Russie signent une entente de principe pour que le premier rejoigne la Fédération russe[92]. Cependant, cette intégration ne sera pas effectuée, car le nouveau maitre du Kremlin à partir de 2000, Vladimir Poutine, se montrera moins intéressé à cette idée. En effet, l'économie du Bélarus se développe difficilement et représenterait certainement un fardeau quasi impossible à soutenir pour la Russie[93]. Ceci étant

---

[86] Heller, Michel, *Op. Cit.*, p. 636 et 950
[87] Spechler, Dina R., and Martin C. Spechler, *Op Cit*, p. 99
[88] Marples, David R. et ass. « Belarus », Encyclopedia Britannica, 10 Mar. 2021, https://www.britannica.com/place/Belarus. Accédé le 30 avril 2021.
[89] White, Stephen, Ian McAllister and Valentina Feklyunina, « Belarus, Ukraine and Russia: East or West? », The British Journal of Politics and International Relations, Vol 12, 2010, p. 347
[90] *Ibid.*
[91] *Ibid.*, p. 351
[92] Spechler, Dina R., and Martin C. Spechler, *Op Cit*, p.. 99
[93] *Ibid.*, p. 100

dit, les deux pays sont tout de même allés de l'avant avec un rapprochement. Par exemple, le Bélarus a rejoint l'Union eurasiatique, entrant ainsi dans l'union douanière russe. De plus, il fait partie de l'Organisation du traité de Shanghai et plusieurs exercices militaires conjoints avec la Russie (principalement de la série Zapad) ont été effectués en sol bélarussien[94].

Cependant, depuis quelques années, le Bélarus fait mine de vouloir s'éloigner de la sphère russe. En effet, Loukachenko, le président, a fait plusieurs ouvertures aux pays occidentaux. Il est même allé jusqu'à condamner l'annexion de l'Ukraine. Coup de dé pour mettre davantage de pression sur la Russie dans le but d'obtenir plus d'aide économique ou intérêt réel? La question mérite d'être posée. Toutefois, en ce qui nous concerne, on soulignera que la mainmise de la Russie sur le Bélarus n'est peut-être pas aussi ferme que l'on peut croire. On remarque aussi que dans le narratif présidentiel bélarussien on tente de créer une identité nationale propre, qui n'est pas complètement russe et qui ne positionne pas le pays ni comme un vassal, ni comme une zone tampon[95].

Du point de vue russe, le Bélarus représente certainement un pôle slave important et ce même si la proportion de « Russes » à proprement parler reste limitée, environ 8% de la population en 2009[96]. En plus de l'aspect moral que représente l'intégration du Bélarus dans le monde russe, il est important de noter le passage de plusieurs oléoducs et gazoducs. En effet, ce territoire est un passage quasi obligé vers l'Europe centrale et occidentale[97]. Il devient d'autant plus important alors que les tensions restent vives avec l'Ukraine.

---

[94] *Ibid.*, p. 101
[95] White, Stephen, Ian McAllister and Valentina Feklyunina, *Op. Cit.*, p. 347
[96] Marples, David R. et ass. « Belarus », Encyclopedia Britannica, 10 Mar. 2021, https://www.britannica.com/place/Belarus. Accédé le 30 avril 2021.
[97] Pipelines

Pour Poutine, le Bélarus représente aussi un allié contre l'OTAN[98]. Par conséquent, il est possible pour la Russie d'utiliser ce territoire sans avoir à y stationner ses propres troupes de façon permanente, tout en maintenant une certaine distance avec la Pologne et la Lituanie. Ainsi, comme le mentionne Spechler et Spechler, « les aspects les plus importants de la relation entre le Bélarus et la Russie aux yeux de Poutine sont que le Bélarus reste membre de l'Union eurasiatique et de maintenir une coopération en matière de sécurité contre l'OTAN. »[99] Malgré les diatribes de Loukachenko, le Bélarus reste pour la Russie, une zone tampon tout à fait acceptable.

4.4 L'Ukraine

Le cas de l'Ukraine a certainement fait couler beaucoup d'encre depuis la dernière décennie. Les frontières modernes de l'état ukrainien font en sorte que s'y chevauchent en son sein, deux sphères d'influences. À l'ouest, les Ukrainiens, se définissent de plus en plus en porte-à-faux par rapport aux Russes, à l'est. La frontière naturelle entre les deux sphères se situe environ le long du fleuve Dniepr, avec Kiev au milieu. En effet, un peu à l'instar de la Pologne, l'Ukraine s'est bien souvent retrouvée coincée entre des empires plus ou moins conciliants.

4.4.1 Un peu d'histoire

Kiev, capitale historique de Rurik et de la *Rus* ancestrale, sera incorporée à l'Empire de Gengis Khan lors de sa percée vers l'ouest. Après son retrait, la ville passera éventuellement sous la houlette du royaume de Pologne-Lituanie. En effet, le Dniepr constitue la limite orientale de celui-ci. L'autre rive faisant partie du royaume de la Moscovie. De plus, le sud du pays, soit la

[98] Spechler, Dina R., and Martin C. Spechler, *Op Cit*, p. 102
[99] *Ibid.*, p. 102

Crimée et les rives de la mer d'Azov, est alors peuplé par des descendants des envahisseurs mongols qui se sont mélangés à la population locale. Ce ne sera donc pas avant le second partage de la Pologne pour que, tout comme le Bélarus, une partie du territoire occidental de l'Ukraine rejoigne l'Empire russe[100], l'extrême ouest du pays étant alors récupérée par l'Empire autrichien, puis austro-hongrois.

La Crimée quant à elle, reste la terre de la Horde d'Or, suzerain de la Moscovie durant environ 250 ans[101]. Ce ne sera qu'en 1480, avec Ivan III, que le joug mongol s'effritera sur la Russie[102]. Il faudra cependant trois autres siècles pour que l'Empire russe soit finalement en mesure de marcher sur la Crimée. Ainsi, à partir du XVIIIème siècle, l'Empire russe s'étendra le long de la rive nord de la mer Noire, fondant éventuellement Odessa en 1783[103]. La Crimée sera finalement soumise alors que les Ottomans renonceront définitivement à leur ambitions de tenir les Russes hors de la mer Noire[104].

Il faudra donc attendre les événements dramatiques du XXème siècle pour que les frontières modernes de l'Ukraine se cristallisent enfin avec l'inclusion de la Crimée par Khroutchev au sein de la RSS d'Ukraine en 1954[105]. Lors de la dissolution de l'URSS, ce seront ces frontières qui seront conservée lors de l'indépendance en 1991. Celles-ci sont d'ailleurs toujours reconnues par une majorité de pays et ce malgré une redéfinition spectaculaire en 2014 par un coup de main russe pour reprendre la péninsule de Crimée.

---

[100] Heller, Michel, *Op. Cit.*, pp. 586-587
[101] *Ibid.,* p. 79
[102] *Ibid.,* p. 127
[103] *Ibid.,* p. 592-593
[104]*Ibid.,* p. 410
[105] Kappeler, Andreas, « Ukraine and Russia: Legacies of the imperial past and competing memories», Journal of Eurasian Studies, Vol 5, 2014, p. 108

Cependant, l'histoire de l'Ukraine au sein de l'Empire russe, et certainement au sein de l'URSS, n'a pas été sans heurts. On peut facilement penser à l'effort de collectivisation des terres par le régime soviétique pendant les années 30. Celle-ci a causé une famine intentionnelle qui a résulté en plusieurs millions de morts ukrainiens, ou encore aux déportations massives, des Cosaques, entre-autre, pour coloniser les vastes déserts du Kazakhstan[106]. De pareils événements ont certainement renforcé le désir d'identification nationale et de rejet de l'autorité soviétique et russe. Ce clivage important au sein de la société ukrainienne, entre l'est et l'ouest du pays est important pour comprendre la dynamique entre l'Ukraine et la Russie.

4.4.2 Le tournant dramatique de la politique ukrainienne

En effet, au tournant du millénaire, la Russie considère encore l'Ukraine comme faisant partie de sa sphère d'influence[107]. Le président en place, Leonid Kushma, ancien apparatchik, a construit une partie de sa base électorale sur les anciens communistes[108]. Relativement conservateur, il reste principalement aligné sur le Kremlin[109]. Cependant, une portion non négligeable du parlement, sous l'égide du premier ministre d'alors, Viktor Iouchtchenko, demande des réformes économiques et sociales. Celles-ci passent, entre autre, par une augmentation des relations avec l'Europe. Ce dernier sera vu comme assez influant pour qu'il soit empoisonné en 2004, lors de sa campagne présidentielle[110]. Attentat des proches du pouvoir ukrainien, commande de Moscou, action indépendante du Kremlin, l'action reste entourée de

---

[106] *Ibid.,* p. 114
[107] Kappeler, Andreas, *Op. Cit.*, p. 115
[108] Makuch, Andrij et ass., « Ukraine », Encyclopedia Britannica, 10 Mar. 2021 https://www.britannica.com/place/Ukraine. Consulté le 29 avril 2021.
[109] *Ibid.*
[110] *Ibid.*

mystère. L'important reste qu'Iouchtchenko et ses idées sont perçus comme suffisamment dangereuses pour justifier une action radicale.

Le résultat des élections verra initialement le candidat conservateur supporté par Kushma et généralement pro-russe, Viktor Ianoukovitch. Cependant, certaines irrégularités déclencheront une vague de manifestations qui deviendra la révolution orange[111]. La cour suprême d'Ukraine demandera éventuellement un recomptage qui renversera le résultat électoral déclarant Viktor Iouchtchenko gagnant et la Russie regarde de loin l'Ukraine glisser un peu plus vers l'occident.

Le mandat de Iouchtchenko sera assez difficile et ce malgré une bonne volonté des deux côtés; construire des ponts avec l'Europe demande un certain temps. Ceci est encore plus difficile à faire alors que la Russie tente de miner ces efforts. En effet, elle n'hésite pas à utiliser l'approvisionnement en gaz naturel comme outil pour faire pression sur le gouvernement ukrainien lorsque celui-ci s'éloigne un peu trop des intérêts du Kremlin. Ainsi en 2006, 2008 et 2009 Moscou n'hésitera pas à fermer le robinet gazier[112].

Les piètres résultats des années 2005-10 mèneront à la défaite de Iouchtchenko aux élections de 2012 et à la victoire de son adversaire de 2005, Ianoukovitch. Cependant, le bilan de nouveau président ne sera pas plus reluisant. Ianoukovitch oscillera entre la volonté d'une partie, majoritaire, de la population ukrainienne désirant augmenter son niveau de vie et se tourner vers l'Europe et une minorité importante de russophones qui désirent rester dans la sphère russe. Ajoutons à cela les pressions diplomatique, économique et énergétique du Kremlin qui brouillent encore plus une équation déjà complexe. C'est pourquoi, d'un côté il prendra certaines mesures pro-russes comme favoriser la langue russe en Ukraine, réduire le rôle de Moscou dans la famine

---

[111] *Ibid.*
[112] Shevtsova, Lilia, « Russia's Ukraine Obsession », Journal of Democracy, Vol 31(1), 2020, p. 138

de 1932-33 ainsi que l'extension des droits de la Russie à la base navale de Sébastopol[113]. De l'autre, il entamera des négociations avec l'Union européenne pour un traité de libre-échange[114]. De surcroit, la Rada ukrainienne (le parlement) se retrouve divisée entre les pro-gouvernements et les pro-européens à partir de 2012, aucun parti n'a suffisamment de sièges pour contrôler efficacement la chambre[115]. La marge de manœuvre limitée deviendra alors d'autant plus étroite.

Les événements de 2014 qui mèneront à la chute de Ianoukovitch, la perte de contrôle de la plus grande partie de la rive occidentale du Dniepr et la prise de la Crimée par les petits hommes verts est une spirale infernale qui a certainement occupé une place centrale sur la scène internationale. La vitesse à laquelle les événements se sont enchaînés, pas plus de quelques semaines, ainsi que la surprise presqu'absolue, a pris la communauté internationale de court. Ce coup de main spectaculaire souligne, sans l'ombre d'un doute, la place centrale que l'Ukraine occupe pour la Russie. L'un des éléments déclencheurs reste certainement le retrait de l'Ukraine des négociations avec l'Union européenne pour favoriser une entente d'aide économique avec la Russie en 2013[116]. En effet, par une ironie de l'histoire, cette décision « pro-russe » entrainera une vague de manifestations incontrôlables, surnommée « Euromaïdan » en raison du lieu où elles se tiennent, la place Maïdan à Kiev. Ces manifestations pro-européennes absorbent rapidement un discours anti-Ianoukovitch et anti-Russie. Ce ne sera qu'après la fuite de Ianoukovitvh vers Moscou, en pleine nuit, que la Russie interviendra directement.

En fin de compte, la Russie retrouvera son trophée criméen, si chèrement acquis au fil de l'histoire. Cependant, pour limiter la réponse ukrainienne, Moscou incite les populations

---

[113] Spechler, Dina R., and Martin C. Spechler, *Op Cit*, p. 83.
[114] *Ibid.* , p. 84
[115] Office for Democratic Institutions and Human Rights, Ukraine, Parliamentary Elections, 28 October 2012, OSCE/ODIHR Election Observation Mission Final Report, OSCE, 3 janvier 2013, p. 38
[116] Shevtsova, Lilia, *Op. Cit.*, p. 139-140

russophones du Donbas à la révolte[117]. Les forces armées ukrainiennes, sans direction, se retrouvent vite débordées par ces deux fronts et se retrouvent fixées, incapables de se regrouper pour intervenir efficacement.

Comme on le constate, l'Ukraine joue un rôle important, non seulement pour la Russie, mais aussi dans le concept du monde russe. Pendant plusieurs années, elle représentait le visage européen, une porte d'entrée pour l'Empire. Pour Moscou, ce territoire, certainement jusqu'au Dniepr, fait partie intégrante du monde russe. Cependant, la raison économique a bien souvent voie au chapitre pour tempérer les idées. Ainsi, Moscou a eu besoin de l'Ukraine pendant plusieurs années, car ce territoire permettait le passage rapide du gaz naturel. Toutefois, une politique de contournement avec le gazoduc NordStream et éventuellement NordStream II permet maintenant de court-circuiter l'importance stratégique de ce territoire[118]. Il sera noté au passage que les russophones de l'Ukraine orientale sont principalement des agriculteurs et des mineurs de charbon. Deux activités économiques, surtout la seconde, qui restent limitées. L'intégration de ces populations au sein de la Fédération de Russie risque de couter cher financièrement au Kremlin[119]. Puisque l'économie russe roule au ralenti en raison des sanctions économiques et de la chute du prix des hydrocarbures, il est difficile d'affirmer avec certitude que ces territoires seront rattachés rapidement. Pour le moment, ils jouent leur rôle de thermostat et de sabot de Denver. Conséquemment, il est possible d'augmenter la pression si la situation ne tourne pas en faveur du Kremlin et l'intégration de l'Ukraine vers l'ouest reste presqu'impossible tant que les disputes territoriales ne sont pas résolues.

---

[117] Kuzio, Taras, « Russia–Ukraine Crisis: The Blame Game, Geopolitics and National Identity», Europe-Asia Studies, 70:3, 2018, p. 469
[118] Aune Finn Roar, et ass., « The Furture of Russian Gas Exports », Economics of Energy & Environmental Policy, Vol. 6, No. 2, 2017, p. 114
[119] Matsuzato, Kimitaka. *Op. Cit.* p. 200

Finalement, on ne peut passer sous silence l'importance que la base navale de Sébastopol revêt. Symbole de la résistance à l'Ouest, elle est l'installation navale la plus importante sur la mer Noire. Celle-ci permet de supporter la projection russe jusqu'en Méditerranée orientale, voire en Syrie.

4.5 La Russie et l'Atlantisme en Europe orientale

Depuis les années 1990, il existait en Russie une idée de bonne entente avec l'Occident. En acceptant la dissolution de l'URSS, on estimait que la « menace » que celle-ci posait sur l'ouest avait disparu en raison de la réduction importante des forces armées en Europe ainsi que du rétrécissement du territoire russe. En contrepartie, il était entendu que l'on ferait une place plus importante à la Russie dans les institutions internationales et que l'influence étrangère en Europe orientale et idéalement centrale, serait limitée[120].

Bien entendu, ce n'est pas ce qui s'est passé. Assez rapidement, l'Union européenne a développé des liens avec les pays d'Europe centrale et a posé les bases d'une adhésion éventuelle. Ce fût aussi le cas des états baltes. La résultante fut qu'une majorité des pays de l'ancien bloc communiste ont été accueillis au sein de l'Union européenne et de l'OTAN au début des années 2000. Bien que plusieurs de ces adhésions n'ont pas été directement contestés, la perte d'influence russe sur ce qu'elle considère comme sa zone d'influence a été difficilement acceptée.[121]

Le Kremlin a bien tenté ce qu'il a considéré comme des ouvertures vers l'Europe, notamment au travers de l'Organisation de sécurité collective en Europe (OSCE), mais elles sont

[120] Roberts, Kari, Op. Cit., p.38
[121] *Ibid.*, p. 39

presque toutes restées lettre morte[122]. Moscou se sent en quelque sorte trahie par le système international dominé par l'occident qu'il juge inapte à prendre en compte les intérêts autres que ceux des Atlantistes[123]. Il ne faut donc pas s'étonner que « la doctrine militaire russe place le renfort de l'OTAN en première place de la liste des dangers externes. »[124] Ce sentiment a certainement été renforcé par la volonté de déployer un système anti-missile américain en Europe avec des radars longue portée en Roumanie (Deveselu), en Pologne (Redzikovo) et Norvège (Vardot) [125]. On notera au passage que le dernier site mentionné se situe à quelques kilomètres seulement de la frontière russe. Jamais même au temps de la guerre froide, une installation militaire de l'OTAN n'a été placé aussi près du territoire russe. Ceci étant dit, la menace directe que pose les armées de l'OTAN contre la Russie reste assez limité, particulièrement en Europe orientale là où les lignes de communication russe sont réduites[126]. Malgré tout, la perception de la part du Kremlin reste celle d'une présence hostile aux portes de la Russie[127].

5. LA RUSSIE EN ARCTIQUE

Le Nord, et par extension l'Arctique, fait partie intégrante de la Russie. En effet, au fur et à mesure de leur prise de possession, ces vastes étendues seront intégrées facilement, comme faisant partie de la conception même de ce que représente la Russie[128]. La recherche incessante

---

[122] Alexandrov, Oleg, « Russia's Arctic Policy: Offence vs Defense », Rivista di Studi Politici Internazionali, Nuova Serie, Vol 84 no 1, 2017., p. 101
[123] Roberts, Kari, Op. Cit., p 53
[124] Traduction libre, Baev, Pavel, "Threat Assessments and Strategic Objectives in Russia's Arctic Policy", The Journal of Slavic Military Studies, 32:1, 2019, p. 26
[125] *Ibid*,, p. 27
[126] *Ibid*,, p.39
[127] *Ibid*., p. 26
[128] Heller, Michel, *Op Cit*., pp. 254-255

de débouchés vers la mer, vers le monde, ainsi que le désir de sécurisation des frontières a inévitablement porté l'état russe vers un expansionnisme démesuré[129].

Au-delà de ces faits historiques, il convient de réfléchir au sujet de la place que l'Arctique occupe présentement pour la Russie du XXIème siècle et comment celle-ci façonne sa politique étrangère. Pour ce faire, dans un premier temps, les intérêts russes en Arctique seront examinés, puis, la manière dont le Kremlin s'est organisé pour garantir et protéger son accès à ce territoire stratégique, comme nous le verrons. Finalement, l'impact de ce positionnement sera examiné sur la scène internationale, du point de vue russe et du point de vue externe.

5.1 Pourquoi le Nord?

5.1.1 De l'exploration à l'établissement

Le Nord, l'Arctique, le Grand Nord, le *zapoliarne* (*заполярне*) ou encore la Zone arctique de la Fédération de Russie (ZAFR) sont tous des termes et des concepts employés pour définir les vastes étendues gelées et peu peuplées qui s'étendent près et au-delà du cercle polaire. La présence humaine y a longtemps été négligeable. Quelques « petits peuples », principalement Nénets, y ont habités depuis la nuit des temps. Cependant, avec l'arrivée au pouvoir du vigoureux Pierre le Grand, les choses vont tranquillement changer. En effet, ce dernier initie la colonisation de la partie Nord-ouest de l'Empire. Ainsi seront fondées des villes comme St-Pétersbourg et Arkhangelsk. Cette occupation du territoire a pour but non équivoque de permettre à la Russie d'avoir des accès maritimes aux grandes voies commerciales. Toutefois, un problème persiste; ces ports sont bloqués par les glaces une bonne partie de l'année.

---

[129] *Ibid.*, p.233

Il faudra attendre le XXème siècle pour voir une présence plus importante au nord. Ainsi, en 1916, Mourmansk est fondée avec son port en eau profonde libre de glaces à l'année. Puis vint la grande aventure soviétique. Staline fût particulièrement actif dans le développement du Grand Nord russe. Terres riches en matières premières, elles seront développées et exploitées initialement par les prisonniers du Goulag. Éventuellement, plusieurs de ces camps se transformeront en villes, qui existent toujours aujourd'hui. Cette entreprise de colonisation et d'occupation du territoire sera poursuivie par tous les dirigeants de l'URSS, résultant en une urbanisation et industrialisation sans précédent au nord du cercle polaire.

Plus près de nous temporellement, l'URSS quant à elle, commencera à investir de manière importante dans le développement de ces terres. Reconnaissant l'importance de ce territoire initialement pour les accès maritimes (Mourmansk, seul port en eaux profondes libres de glaces à l'année), puis en raison des richesses que l'on y retrouve[130]. Dès 1928, l'URSS établit une Commission scientifique sur l'Arctique pour mieux comprendre cet environnement avec, en parallèle un Bureau d'étude sur une route navigable[131]. De plus, l'établissement d'une présence militaire durable, particulièrement sur et aux alentours de la péninsule de Kola permet d'ailleurs la projection de la flotte du Nord vers l'Atlantique. Il est aussi à noter qu'à partir des années 50, avec le développement des missiles intercontinentaux, la route arctique deviendra la plus rapide entre les États-Unis et l'URSS. L'Arctique se trouve donc ainsi au cœur de la guerre froide.

---

[130] Lagutina, Maria, « Russia's Arctic Policy in the Twenty-First Century, National and International Dimensions », Lexington Books, 2019, p. 23
[131] *Ibid.*, p. 14

5.1.2 Des ressources presqu'infinies

L'Arctique et plus précisément le Nord russe renferme une manne de richesses en matières premières quasi inégalée. En effet, selon une étude américaine, les ressources énergétiques en Arctique seraient l'équivalent d'environ 240 milliard de barils de pétrole, ce qui représente environ 10% des réserves mondiales, et la majorité se trouveraient sur ou sous le territoire russe[132]. En plus de ces réserves pétrolières, on trouve aussi du gaz naturel en abondance. Par ailleurs, une étude des Services géologiques des États-Unis (USGS) estime que près de 15% des réserves mondiales de gaz naturel à découvrir se situent dans l'Arctique russe[133]. Les ressources énergétiques se trouvent donc en abondance, ce qui est fort pratique pour un pays qui a décidé de miser sur l'exploitation de celles-ci[134]. De plus, il est intéressant de noter que depuis 2009, la Russie considère l'Arctique comme l'équivalent, en terme d'importance, de la mer Caspienne et de l'Asie centrale, régions historiques pour l'exploitation des hydrocarbures[135]. Malheureusement pour le Kremlin, la chute du prix des ressources énergétiques à partir de 2008 a fragilisé, non seulement l'exploitation, mais aussi toute l'économie russe[136]. On remarque aussi que beaucoup de ces ressources ne sont pas facilement accessibles. La distance et la rudesse du climat demandent un investissement considérable en ressources et en technologies de pointe. Ainsi, les sanctions internationales après l'annexion de la Crimée ont durement touché la capacité de la Russie à développer de nouveaux champs d'exploitation.

---

[132] *Ibid.*, p. 23
[133] U.S. Geological Survey (USGS), "An Estimate of Undiscovered Conventional Oil and Gas Resources of the World, 2012", March 2012, USGS Publications Repository, https://pubs.usgs.gov/fs/2012/3042/fs2012-3042.pdf
[134] Lagutina, Maria, *Op. Cit.*, p. 23
[135] Sergunin, Alexander, and Valery Konyshev. Russia in the Arctic : Hard or Soft Power?, Ibidem Press, 2015 43-44
[136] Roi, Michael L., "Russia: The Greatest Arctic Power?", The Journal of Slavic Military Studies, 23:4, 2010, pp. 567-568

En plus de ces ressources énergétiques, on y retrouve d'importants gisement de diamants, de métaux précieux ainsi que de nombreux autres métaux[137]. Finalement, la mer Arctique dispose d'une importante réserve halieutique qui comblerait environ 15% du marché russe[138]. D'un point de vue industriel, l'URSS a grandement misé sur le développement volontaire ou non, de ces contrées reculées[139]. On compterait quelque 37 villes en zone arctique de la Fédération russe (ZAFR), 26 au-delà du cercle polaire et quatre grands centres de plus de 100 000[140]. En 2009 il était évalué que bien que « la zone Arctique représentait seulement 1% de la population russe, celle-ci comptait pour près de 11% du PIB et 22% des exportations »[141].

Finalement, en terme stratégique, on ne peut passer sous silence l'importance de la voie maritime du Nord (*Sevmorput*). À l'heure actuelle, cette voie navigable reste contrôlée par la Russie qui impose l'escorte des navires commerciaux par ses brise-glaces. La construction de ports en eaux profondes tel que Yamal vise par ailleurs à permettre une augmentation du trafic maritime pendant la belle saison[142]. Une présence russe accrue dans la région permet aussi un contrôle plus serré des côtes arctiques et des voies navigables qui deviennent de plus en plus intéressantes. En effet, avec le réchauffement climatique, la calotte polaire permanente se trouve grandement réduite. Il est estimé que d'ici 2040 la *Sevmorput* sera navigable avec des brise-glaces légers voire sans ceux-ci[143], ce qui représente un scénario peu intéressant, menaçant en

---

[137] Yun, Jiwon, « Russia's Arctic Policy: Focusing on the Construction of the Arctic Route and its Challenges », The Korean Journal of Defense Analysis, Vol. 31, No. 4, December 2019, p. 563
[138] *Ibid.*
[139] Laruelle, Marlène, « Russia's Arctic Strategies and the Future of the Far North », M. E. Sharpe Incorporated, 2013 p., 26
[140] Lagutina, Maria, *Op. Cit.*, p. 53
[141] Laruelle, Marlène, *Op. Cit.*, p.6
[142] Laruelle, Marlène, « Russia's Arctic Policy: A Power Strategy and its Limits », Notes de l'Ifri, Russie.Nei.Vision 117, mars 2020, p.18
[143] Torruella, Anika et Michael Fabey, « Vanishing Act: Policing the new Arctic routes as ice cover retreats », Jane's Navy International, 18 novembre 2020, https://customer-janes-com.cfc.idm.oclc.org/Janes/Display/FG_3795974-JNI, consulté le 24 novembre 2020

fait, pour la Russie. De surcroit, le développement de la *Sevmorput* dépend grandement de la présence de capitaux fournis par le secteur de l'énergie[144].

Comme on le constate, la ZAFR présente donc une terre d'opportunités et de richesses naturelles. Ainsi, elle devient centrale pour un pays comme la Russie pour lequel l'exploitation et l'exportation, notamment dans le secteur énergétique restent incontournables.

5.2 Facteurs stratégiques

Pour la Russie, l'Arctique, représente ainsi une partie intégrante de la nation russe et du pays qu'est la Fédération de Russie. Contrairement à l'Europe orientale, les assises sont déjà bien ancrées, et le territoire et l'influence sur celui-ci officiellement reconnus, dans la grande majorité. Il n'y a pas de populations slaves ou russophones à protéger, car elles le sont déjà, au sein de la Fédération. Les habitants de l'Arctique russe font partie des compatriotes et du monde russe. De plus, le territoire aride et inhospitalier qu'est le Grand Nord complique grandement toute présence permanente. Il n'y a donc pas, présentement, de menaces militaires directes contre la Russie dans cette région. On y retrouve cependant plusieurs intérêts stratégiques pour le Kremlin qui influencent la perception de la réalité ainsi que la réponse dans le concert international. Pour le Nord, on retrouve une approche plus pragmatique et moins intellectuelle.

Dans un premier temps, le Nord est une voie de communication stratégique, tant commerciale que militaire. En effet, la partie la plus importante de la marine russe, la Flotte du Nord, est basée sur la péninsule de Kola, dans les environs de Mourmansk. La mer de Barents est la porte d'entrée pour le passage GIUK (Groenland, Islande, Royaume-Uni) puis, vers

---

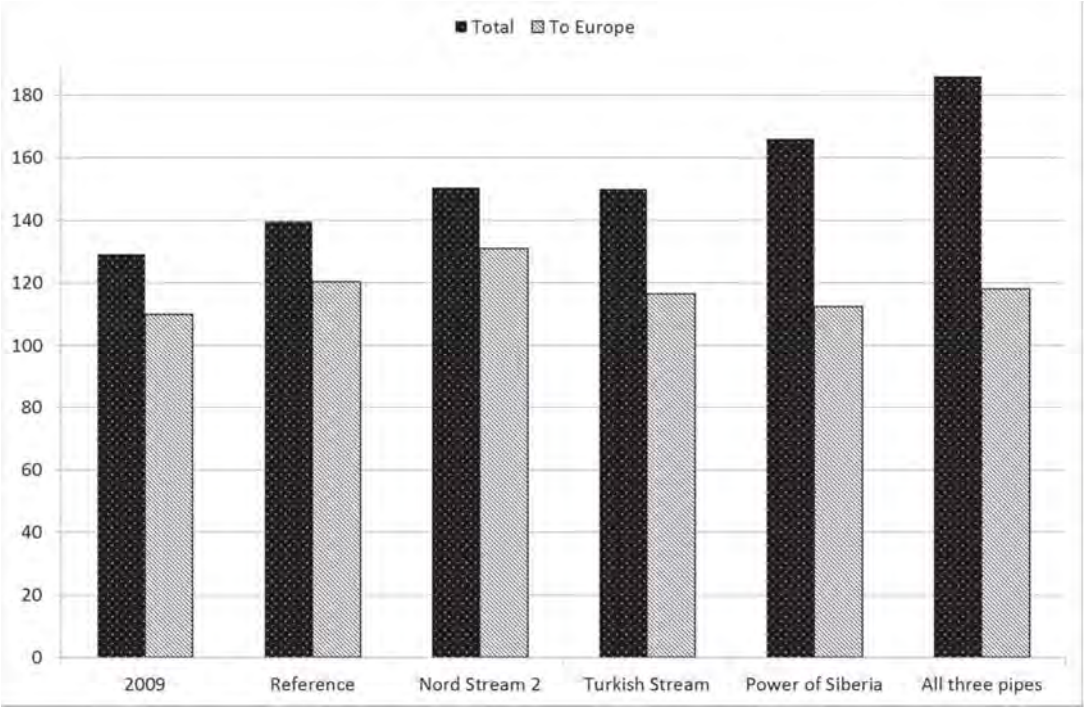
[144] Zysk, Katarzyna, "Russia Turns North Again: interests, policies and the search for coherence" dans Jensen, L.C., and Hønneland, G., eds. Handbook of the Politics of the Arctic. Cheltenham: Edward Elgar Publishing Limited, 2015, p.440

l'Atlantique Nord. L'océan Arctique, quant à lui, offre un passage rapide et relativement sécuritaire vers le pôle Nord. Ce sont sur ces approches que la Russie mise pour le déploiement de forces de dissuasion stratégique. Pour le Kremlin, la possession d'armes atomiques et la capacité de déployer efficacement celles-ci sont les apanages d'une grande puissance. Il est donc requis que la Russie soit en mesure de déployer ses forces en conséquence.

Dans un second temps, l'Arctique est un moteur économique pour la Fédération de Russie. Tel que mentionné précédemment, ces territoires recèlent une quantité phénoménale d'hydrocarbures. C'est pourquoi le développement de champs gaziers dans la région de la péninsule de Yamal, pour approvisionner une Europe toujours plus gourmande est au cœur des préoccupations[145]. Par exemple, lors de la crise de Crimée en 2014, les récriminations et sanctions européennes pu être calmé en raison de la dépendance énergétique européenne[146].

[145] Sotiriou, Stylianos A., « Politics and International Relations in Eurasia», Lexington Books, 2019, p.156
[146] Karolewsk, Ireneusz Pawel and Mai'a K. Davis Cross, « The EU's Power in the Russia–Ukraine Crisis: Enabled or Constrained? », Journal of Common Market Studies, Vol 55(1), 2017, p. 150

Tableau 1 – Exportation de gaz naturel liquide, comparaison entre l'Europe et la production totale (en équivalent de million de tonne de pétrole, Mtoe)[147]



De plus, le réchauffement climatique et la fonte des glaces signifient, en termes de développement économique, que l'Arctique devienne plus accessible. Ceci est aussi vrai pour l'accès aux ressources énergétiques qu'en ce qui concerne la facilité de la navigation. C'est pourquoi la *Sevmorput* devient fort intéressante pour le transit maritime de l'Asie à l'Europe, car elle est bien plus rapide que les voies traditionnelles[148]. De la sorte, on se trouve à éviter un long trajet jalonné de zones dangereuses ou conflictuelles que sont , entre autres, les détroits de Malacca, Ormuz et Bab-al Mandab[149]. Cette accessibilité et cette ouverture deviennent donc fort intéressantes pour des acteurs extérieurs à la zone arctique, comme la Chine et l'Inde. En effet,

[147] Aune Finn Roar, et ass., *Op. Cit.*, p. 125
[148] Sergunin, Alexander, and Valery Konyshev, « Russia in the Arctic : Hard or Soft Power? », Ibidem Press, 2015, p. 83
[149] Li, Jason, "A Shifting Focus of U.S. Arctic Policy: China and Security, Front and Center", The Arctic Institute, August 2020, https://www.thearcticinstitute.org/shifting-focus-us-arctic-policy-china-security/, consulté le 18 octobre 2020

ces deux pays ont rejoint le Conseil de l'Arctique en 2013 comme observateurs et développent une politique arctique qui, inévitablement aura une influence sur la Russie[150]. La Chine, par exemple, a construit une flottille de deux brise-glaces et un navire de recherche scientifique pour l'Arctique en plus de planifier construire un brise-glace nucléaire[151]. Pour un pays qui n'a aucun besoin de tels navires pour maintenir ses voies navigables, on envoie un message clair sur les intérêts. Ainsi, la Chine incorpore-t-elle la *Sevmorput* dans son initiative d'une ceinture; une route[152]. Pour l'Inde, les intérêts sont plus diffus, mais une coopération scientifique accrue en ce qui concerne la fonte des glaces arctiques peut être d'intérêt pour l'étude de la fonte des glaces de l'Himalaya[153]. De surcroit, la pression démographique et industrielle indienne demande davantage de ressources et de matières premières[154].

Le réchauffement global s'observe directement aux pôles, entre autre par une diminution de la calotte glacière, mais aussi par la fonte du pergélisol. En effet, le dégel de ce dernier peut avoir des effets néfastes comme la libération atmosphérique d'agents toxiques, comme ce fût le cas dans la péninsule de Yamal en 2016[155]. Comme si ce n'était pas assez, le dégel rapide de certaines régions révèle des dépotoirs et des sites de déversement, depuis longtemps oubliés, où ont été laissés des déchets toxiques et radioactifs[156]. Les risques de contamination de l'environnement et de catastrophes naturelles sont bien réels, surtout lorsque l'on parle d'une région qui constitue un pourcentage non négligeable de l'apport alimentaire du pays[157].

---

[150] Jane's, Jane's Sentienel Security Assessment – China and Northeast Asia, dernière mise à jour le 19 octobre 2020, https://customer-janes-com.cfc.idm.oclc.org/Janes/Display/JWNA0034-CNA#Auxiliaries, consulté le 30 novembre 2020
[151] *Ibid.*
[152] Laruelle, Marlène, *Op. Cit.*, p.21
[153] Lagutina, Maria, *Op. Cit.*, p. 141
[154] Pronina, V. et al, "The Arctic Policy of India", IOP Conf. Ser.: Earth Environ. Sci. 539, 2020, p.4-5
[155] Baev, Pavel, *Op. Cit.*, p 28
[156] Lagutina, Maria, *Op. Cit.*, p.76
[157] Yun, Jiwon, *Op. Cit.*, p. 563

Finalement, la réduction de la calotte glacière rend accessibles des régions qui ont longtemps été difficiles d'accès et qui offrent de nouvelles ressources à exploiter[158]. La résultante est donc une augmentation probable d'une activité humaine plus ou moins scrupuleuse dans des régions où se trouvent des écosystèmes fragiles[159]. Sans influencer directement la politique internationale russe, ces facteurs viendront ouvrir des portes pour permettre une collaboration plus grande dans le domaine de la recherche scientifique, par exemple.

5.3 Évolution de l'approche et des politiques nationales

Au moment de la chute de l'URSS, l'Arctique a été mise de côté. En effet, suite à la fin dramatique de l'URSS, la Russie n'avait plus les ressources pour maintenir une présence viable dans le Grand Nord[160]. Soutenir et développer une présente humaine permanente et significative au toit du monde représente, aujourd'hui encore, un défi technique et logistique. D'un point de vue administratif « l'Arctique » en Russie, n'a pas de définition claire[161] dans aucun document. Il semble qu'avant les années 2000, le mot « arctique » ait été réservé à la désignation de l'océan Arctique et de ses rives[162]. On préférait le mot « Nord » pour en référer à la péninsule de Kola et la région de la mer Blanche. Le Grand Nord faisait référence au nord sibérien[163]. Le terme « *zapoliarnye* » est aussi utilisé pour décrire le territoire au nord du cercle polaire[164]. Cependant, pour les fins de la présente étude, le concept de la ZAFR sera tel que défini par la politique de 2008 soit les territoires de :

---

[158] Lagutina, Maria, *Op. Cit.*, p.153
[159] *Ibid*, p. 76
[160] Sergunin, Alexander, and Valery Konyshev, « Russia in the Arctic : Hard or Soft Power? », Ibidem Press, 2015, p. 58
[161] Laruelle (2014) 28
[162] *Ibid*., p. 29
[163] *Ibid*., p. 20
[164] *Ibid*.

- des o*blasts* de Mourmansk et Archangelsk;

- des républiques de Karélie, Komi et Yakutie-Sakha

- des *krais* du Kamchatka et une partie de celui de Krasnoyask;

- des districts autonomes de Chukotka, Nenets et Yamalo-nenets ; et

- des territoires et iles de l'océan Arctique[165].

Bref, ces territoires représentent une superficie gigantesque où les voies de communications sont limitées et les conditions de vie difficiles.

Cependant, depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000 et avec la reprise économique de ces mêmes années, l'intérêt pour le Nord resurgit. Depuis, près de sept documents et politiques officiels concernant l'Arctique ont été formulés[166]. Nous nous attarderons un peu plus à trois de ces documents qui forment les assises de l'approche officielle russe. Il s'agit de la politique pour l'Arctique, publiée en 2008 ainsi que sa version subséquente, revue en 2013. Finalement, la stratégie de sécurité nationale de 2009 offre plusieurs points d'intérêts. L'approche définit les éléments de coopération avec l'Occident de même que les dissensions possibles.

---

[165] No. 296, issued on May 2, 2014, called On the Dry Land of the Arctic Zone of the Russian Federation and No. 287, issued on June 27, 2017, called On Introducing Amendments to the Russian President's Decree. Cités dans Lagutina, Maria, *Op. Cit.*, p. 19-20

[166] Jørgen Staun, « Russia's strategy in the Arctic: cooperation, not confrontation", Polar Record, Cambridge University Press, Ed 53 (270), 2017, p. 319

5.3.1 La politique arctique de 2008

En 2007, lors d'une expédition scientifique russe, financée par des intérêts privés, un drapeau russe sera déposé sur le fond marin du pôle nord[167]. Ceci servira d'introduction à un regain d'intérêt pour les régions polaires et à partir de 2008, le Kremlin officialisera une politique pour l'Arctique. Celle-ci sera mise en œuvre avec plus ou moins de succès. Toutefois, déjà en 2001, le cabinet présidentiel avait commencé à définir les intérêts stratégiques russes ainsi qu'à ébaucher un cadre stratégique les concernant.[168] Peu de ressources sont alors dévolues à cette région et ce ne sera vraiment qu'à partir de 2008 que l'affaire deviendra sérieuse.

Ainsi, la politique pour l'Arctique de 2008 identifie les éléments suivants comme étant clefs pour l'intérêt national russe :

1. « L'utilisation et l'exploitation des ressources naturelles présentes en Arctique, ainsi que la promotion du développement économique de la Russie;
2. Maintenir l'Arctique comme une zone de paix et de coopération;
3. La préservation de la biodiversité unique de cette zone;
4. Reconnaitre la *Sevmorput* comme « route de transport nationale. »[169]

Comme on le constate, les intentions officielles sont clairement orientées vers un investissement économique. Le Kremlin reconnait *de facto* le rôle important que l'Arctique aura à jouer au sein

---

[167] Le Monde, « La Russie plante son drapeau sous la banquise du pôle Nord », publié le 2 aout 2007, https://www.lemonde.fr/a-la-une/portfolio/2007/08/02/la-russie-plante-son-drapeau-sous-la-banquise-du-pole-nord_941444_3208.html#:~:text=portfolio%20Des%20explorateurs%20sont%20parvenus,4%20000%20m%C3%A8tres%20de%20profondeur., consulté le 22 avril 2021

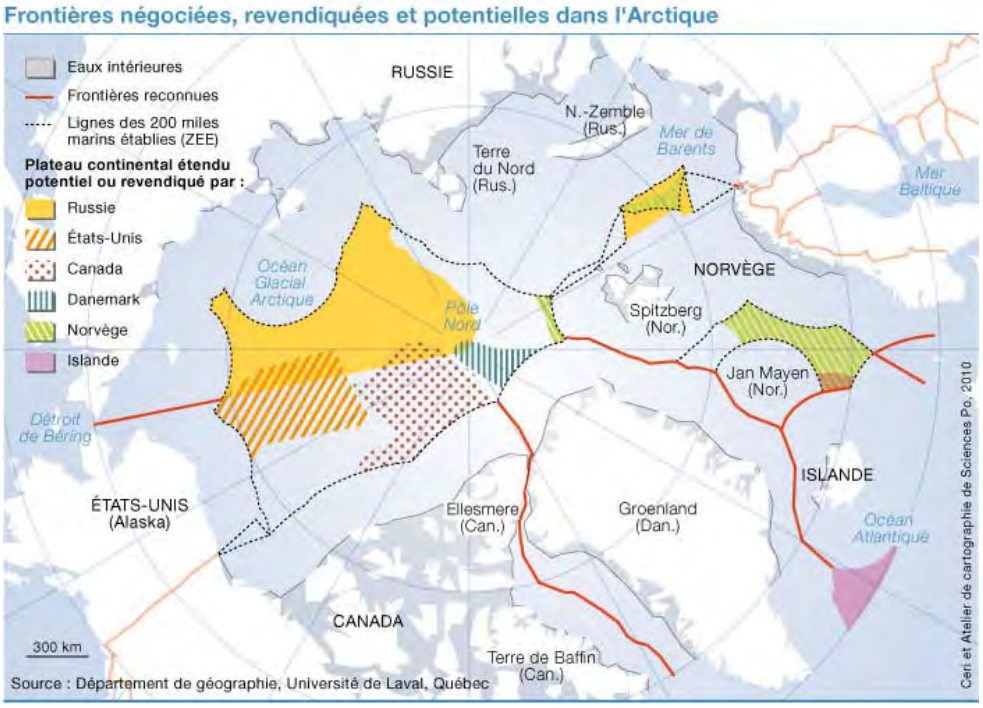
[168] Sergunin, Alexander, and Valery Konyshev, Op Cit, p. 36

[169] Staun, Jørgen, « Russia's strategy in the Arctic: cooperation, not confrontation", Polar Record, Cambridge University Press, Ed 53 (270): 314–332 (2017) p. 320

de l'économie nationale et ce, même s'il admet ne pas avoir les ressources et la technologie pour être en mesure d'exploiter seul les ressources énergétiques arctiques[170]. Dans la même veine, on remarque que les enjeux de sécurité sont placés au second rang[171]. Finalement, l'on mentionne clairement que le revendications territoriales russes en Arctique ne peuvent être réglées que par un accord avec les autres parties impliquées en vertu de la Convention sur le droit de la mer des Nations unies (UNCLOS)[172]. Ainsi, la Russie se positionne ouvertement pour une coopération avec l'étranger qui lui est nécessaire pour améliorer son image et son influence en se montrant comme un partenaire digne de confiance, mais aussi pour aller chercher l'aide nécessaire pour exploiter les ressources en hydrocarbures si critiques pour son économie.

Carte 1 – Revendications des ZEE pour l'océan Arctique[173]

[170] *Ibid.*
[171] *Ibid.*
[172] *Ibid.*
[173] Carte tirée de : Centre de recherches international, Science Po Paris, 2010, http://ceriscope.sciences-po.fr/content/fronti%C3%A8res-n%C3%A9goci%C3%A9es-revendiqu%C3%A9es-et-potentielles-dans-larctique, consulté le 3 décembre 2020



5.3.2 La politique arctique de 2013

La politique de 2008 a été un pilier important dans l'établissement des objectifs stratégiques russes dans le Grand Nord, mais elle ne fournissait pas vraiment de ressources pour mettre en œuvre un plan concret. Au début des années 2010, avec le retour de Poutine au pouvoir, il devenait nécessaire de revoir et rationaliser l'approche[174]. C'est en 2013, un an avant les troubles en Ukraine que le Kremlin présentera une nouvelle politique pour l'Arctique. Celle-ci construit sur les objectifs stratégiques de 2008 en ciblant des initiatives spécifiques en plus d'établir de nouveaux mécanismes internes pour gérer leur implantation comme la Commission pour l'Arctique[175]. L'importance du *Sevmorput* est aussi réitérée comme projet capital pour le pays. En ce qui concerne l'approche internationale, on note que l'on réitère l'importance capitale de coopérer avec les partenaires internationaux pour régler les questions arctiques.

[174] Staun, Jørgen, *Op. Cit.*, p. 320
[175] Lagutina, Maria, Op. Cit., p. 18

Parallèlement, au même moment, Vassily Gerasimov, Chef de l'état-major général, remarque publiquement que « le niveau de menace militaire sera lié à la compétition entre les états dominants pour le carburants, les ressources énergétiques, les marchés et un « espace vital » »[176]. De plus, il mentionne que la menace pour la Russie risque d'augmenter de manière notoire d'ici 2030 en raison de la pression pour les ressources naturelles et qu'une guerre pourrait être inévitable[177]. Bien que relativement générales, ces affirmations, en raison de leurs liens aux ressources naturelles, ramènent assez rapidement à l'importance de l'Arctique. Ceci fait en sorte que l'on se retrouve avec un apparent double discours. Du côté politique, on mise sur la coopération, mais du côté militaire, on est davantage circonspect et pessimiste.

5.3.3 La politique de sécurité nationale de 2009

Cette politique établit un cadre normatif pour le développement des politiques de développement économique, d'engagement international et de défense[178]. On note que cette politique est moins ancrée dans une posture rigide et conventionnelle, reconnaissant le besoin d'inclure des aspects de « soft power » comme la science, la culture et la protection de l'environnement[179]. De plus, on note explicitement que, tout comme dans les commentaires de Gérasimov, l'importance du contrôle des ressources énergétiques deviendra centrale, particulièrement dans l'Arctique[180]. Cependant, on note aussi le rôle central d'une participation multilatérale dans le cadre des Nations unies pour régler les différends. On y « souligne le rôle crucial de la diplomatie et du droit international dans la résolution des différents concernant la

---

[176] Gerasimov, V. dans Staun, Jørgen, *Op. Cit.*, p. 322
[177] Staun, Jørgen, *Op. Cit.*, p. 322
[178] Åtland, Kristian, "Russia's Armed Forces and the Arctic: All Quiet on the Northern Front?", Contemporary Security Policy, 32:2, 2011, p.274-275
[179] *Ibid*. p. 275
[180] *Ibid.*

zone nordique »[181]. Il est d'ailleurs spécifié que cette approche est privilégiée par rapport à l'approche militaire[182]. Ainsi, on tente de limiter les risques d'une confrontation ou encore d'une course à la militarisation de l'espace nordique.

5.4 Coopérer pour préserver ses intérêts?

Comme il a été présenté, l'incorporation de plusieurs pays anciennement sous influence russe au sein des institutions européennes a été perçu d'un mauvais œil par le Kremlin qui voit le glacis historique fondre comme neige au soleil[183]. Ceci se répercute certainement sur le positionnement de la Russie en Arctique. Cependant, le Kremlin tend la main à la communauté internationale et accepte, relativement de bon cœur, d'être un partenaire jouant selon les règles.

5.4.1 Tendre la main

En 1987, Mikhaïl Gorbatchev ouvrait la conférence de Mourmansk sur l'Arctique en mentionnant que l'Arctique serait une zone de paix[184]. De fait, un énoncé similaire se retrouve aussi dans la politique de développement du *zapolyarne* de 2008[185]. Ainsi, le Kremlin considère « l'Arctique comme une région à faible potentiel de conflit et favorise en conséquence, les moyens économiques plutôt que les mécanismes militaires »[186]. « En effet, il est relativement acquis par la classe politique russe que le développement [de l'Arctique] devra se faire de manière durable »[187]. Par ailleurs, la Russie est partenaire d'une douzaine de traités, d'accords et

---

[181] *Ibid*., p.282
[182] Staun, Jørgen, *Op. Cit.*, p. 320
[183] Heinine, Lassi, "Special Features of Arctic Geopolitics— A Potential Asset for World Politics", dans "The Global Arctic Handbook", edité par Matthias Finger, and Lassi Heininen, Springer International Publishing AG, 2018, p.258
[184] Mikhail Gorbachev, 1987, cité dans The Global Arctic Handbook, edited by Matthias Finger, and Lassi Heininen, Springer International Publishing AG, 2018. P153
[185] Lackenbauer, Whitney P., "Polar Race or Polar Saga?", dans . Kraska (Ed.), Arctic Security in an Age of Climate Change Cambridge: Cambridge University Press, 2011, p.241
[186] Alexandrov, Oleg, *Op. Cit.*, p. 106
[187] Sergunin, Alexander, and Valery Konyshev, *Op. Cit.*, p.49

d'ententes internationales qui concernent l'Arctique[188]. L'un des plus importants est, sans contredit, l'accord UNCLOS, ratifié par l'URSS en 1982, et reconnu par la Russie en 1991 comme état légataire[189]. C'est d'ailleurs au travers de ce cadre juridique que le Kremlin déposera, en 2000 et en 2007, des requêtes visant à faire reconnaitre la dorsale de Lomonossov. Si ces requêtes sont acceptées, la Russie verrait sa zone exclusive économique (ZEE) agrandie de manière significative (voir carte 1) [190]. Ceci permettrait de sécuriser de manière durable un accès aux ressources énergétiques qui s'y trouvent. Cependant, la Commission de la UNCLOS favorise avant tout une entente entre les différentes parties à l'arbitrage; ce qui explique qu'en 2021, une décision ne soit pas encore rendue[191]. Il est important de rappeler que malgré tout, la Russie continue les démarches et les négociations et ce, en dépit les sanctions appliquées après 2014. Le dialogue reste donc encore ouvert à ce jour.

Dans la même veine, la Russie fait partie des états fondateurs du Conseil de l'Arctique, qui, depuis 1996, agit comme principal forum de discussion pour les questions nordiques[192]. En effet, la Russie a été un membre actif de cette organisation et en faveur que les questions internationales arctiques y soient traitées[193]. En 2013, Vladimir Poutine déclarait devant le Conseil de l'Arctique qu'il

> « voudrai[t] souligner que ce pays [la Russie] est intéressé au développement durable de la région fondé sur une coopération et un respect absolu de la loi internationale … C'est dans le

[188] *Ibid.,* p. 81-82
[189] *Ibid*., p.56
[190] Hønneland, Geir. Russia and the Arctic : Environment, Identity and Foreign Policy, I. B. Tauris & Company, Limited, 2020 p.43
[191] *Ibid*., p. 293
[192] Conseil de l'Arctique, énoncé de mandat, https://arctic-council.org/en/about/, consulté le 1 mai 2021
[193] Sergunin, Alexander, and Valery Konyshev, *Op. Cit.*, p.56

cadre du Conseil de l'Arctique que nous solutionnons les problèmes relevant de la coopération dans les zones frontalières, le transport maritime… »[194].

Ceci permet à la Russie de non seulement garder les canaux de communication ouverts avec les autres membres du Conseil, donc de l'Occident, mais aussi de « marginaliser certains acteurs externes comme la Chine »[195].

De toutes ces actions et ces discours, on remarque ainsi une trame, un fil conducteur économique. En effet, il ne sert pas à grand-chose d'avoir une manne de ressources énergétiques s'il est impossible de les exploiter, de les acheminer et de les distribuer aux clients. Comme mentionné précédemment, la Russie n'a pas toutes les ressources disponibles pour accomplir ces tâches, elle « dépend grandement de la coopération internationale pour établir des industries non-militaires en Arctique »[196]. En conséquence « [ê]tre considéré comme un joueur digne de confiance, ouvert au dialogue multilatéral, permet certainement l'amélioration de la coopération économique pour l'exploitation des ressources du Nord »[197]. La dépendance de l'économie russe aux exportations d'hydrocarbures de même qu'aux fluctuations du marché de ceux-ci reste, sans contredit le talon d'Achille de l'économie la Russie au XXIème siècle. Alors que la Russie est toujours perçue comme un acteur relativement hostile en raison de sa tendance à utiliser les moyens militaires pour imposer sa volonté dans sa zone d'influence, elle tente de se donner une image différente pour l'Arctique. Conséquemment, peu de temps après les événements en

---

[194] Traduction libre de Putin, V. (2014a, April 22). *Meeting of the Security Council on State Policy in the Arctic*. Retrieved from http://eng.news.kremlin.ru/news/7065, cité dans Staun, Jørgen, *Op. Cit.*, p. 323
[195] Hubert-Legault, Etienne, *Op. Cit.*, p. 13
[196] Alexandrov, Oleg, *Op. Cit.*, pp. 104.
[197] Alexandrov, Oleg, « Russia's Arctic Policy: Offence vs Defense », Rivista di Studi Politici Internazionali, Nuova Serie, Vol 84 no 1, 2017, p. 106 cité dans Hubert-Legault, Etienne, *Op. Cit.*, p. 14

Crimée, Vladimir Poutine réitérait l'idée que l'approche russe en Arctique ne pouvait être que basée sur le développement durable, la coopération et le respect du droit international[198].

5.4.2 Garder ses options ouvertes

Malgré les ouvertures et les discours de coopération, on remarque aussi, une certaine militarisions de l'Arctique. Cependant, il est nécessaire de mettre en perspective plusieurs de ces actions. Ainsi, le Kremlin considère qu'une « présence militaire dans la région est un instrument efficace pour affirmer sa souveraineté et la protection de ses intérêts dans le Grand Nord »[199]. Ceci n'est pas sans rappeler certaines initiatives du gouvernement du Canada pour affirmer sa souveraineté en Arctique. De plus, la Russie, faute de moyens, a négligé l'entretien et la modernisation d'une grande partie de ses forces armées après 1991[200]. Il ne faut pas forcément s'étonner d'un rattrapage dans ce secteur. Pour la Russie, il s'agit donc d'un cadre défensif[201] pour sécuriser ses frontières et son territoire[202].

La Politique de sécurité nationale de 2009 est claire à ce sujet, l'ambition du Kremlin est de redevenir, non seulement une puissance régionale, mais aussi à portée mondiale. L'instrument militaire reste certainement l'un des indicateurs de puissance facilement identifiable. Ainsi, on peut comprendre que la modernisation des forces armées, devienne un point d'intérêt. La Russie a donc rouvert huit bases aériennes dans le Grand Nord en plus de débuter la construction de six nouvelles[203]. Il faut noter que la majorité de ces bases sont à usage double, civil et militaire.

---

[198] Putin, Vladimir. 2014. "Meeting of the Security Council on state policy in the Arctic" (transcript). Website of the President of Russia. http://eng.kremlin.ru/news/7065, site consulté le 30 avril 2021.
[199] Traduction libre, Sergunin, Alexander, and Valery Konyshev, *Op. Cit*, p.89
[200] Konyshev, Valery et Alexander Sergunin, "The Changing Role of Military Power in the Arctic", dans "The Global Arctic Handbook", edité par Matthias Finger, et Lassi Heininen, Springer International Publishing AG, 2018, p. 176.
[201] Laruelle, Marlène, *Op. Cit.*, p.12
[202] Staun, Jørgen, *Op. Cit.*, p. 326
[203] Laruelle, Marlène, *Op. Cit.*, p.10

Bases de recherche et sauvetage et de recherche scientifique, elles peuvent aussi supporter un déploiement militaire lorsque requis[204]. De plus, une grande majorité de ses installations sont perçues comme nécessaire pour le maintien de la *Sevmorput*. Parallèlement, « en 2009, […] le gouvernement a renforcé sa politique quant au transit de navires de guerre étrangers par cette voie maritime avec de nouvelles règles visant à conserver le contrôle environnemental et commercial sur la voie maritime du Nord ».[205]

Finalement, malgré de nombreuses annonces de modernisation et une augmentation du budget de la défense, on remarque que plusieurs réorganisations d'unités et de formations n'ont pas forcément eu lieu pour le théâtre arctique[206]. Comme le note Serguin et Konyshev, il n'y aura pas vraiment de nouvelle course aux armements. Le niveau de militarisation de l'Arctique est dramatiquement moins élevé qu'il ne l'a été lors de la Guerre froide. Quelques chiffres sont à l'appui :

Tableau 2 – Comparaison des effectifs militaires en Arctique entre 1980 et 2010[207]

	URSS en 1980	Russie en 2010
Sous-marins	172	30
SSBN	39	7
SSBN en patrouille	10-12	1-2
Porte-avions	2	1
Navires de guerre	74	17
Navires de soutien	200	33
Avions	400	100
Hélicoptères	-	40

[204] *Ibid.*, p.11
[205] Jane's, Jane's Sentienel Security Assessment – China and Northeast Asia, *Op. Cit.*
[206] Baev, Pavel, *Op. Cit.*, p 36
[207] Sergunin, Alexander, and Valery Konyshev, *Op. Cit.*, p.140

Ainsi, même en tenant compte de l'amélioration des systèmes d'armes au cours des trente années qui séparent les deux époques, il existe tout de même un écart significatif. On constate que les efforts de réorganisation et de modernisation des armées ne modifient pas en profondeur le rapport de force[208]. L'économie parfois chancelante de la Russie, surtout après 2014, ne permet pas de soutenir un programme militaire à la grandeur de ses ambitions[209]. On préfère donc investir dans des secteurs limités où l'impact sera plus grand comme les forces stratégiques délaissant du même coup les forces conventionnelles[210]. Ceci étant dit, la force des armées russes est tout de même bien réelle, elle n'est cependant pas équivalente en terme de capacité de projection à long rayon d'action.

6. PERSPECTIVES

Après ce survol de relations entre la Russie et les pays d'Europe centrale ainsi que de l'approche russe en Arctique, il convient de prendre un pas de recul et de considérer les points divergents et convergents de l'approche du Kremlin.

6.1 Divergences

Comme on le constate d'emblée, il existe plusieurs différences profondes entre les théâtres de l'Europe orientale et Arctique. Pour une, l'Europe orientale n'est pas la Russie et ce, même si plusieurs pays comportent d'importantes minorités russes (Estonie, Lettonie, Lituanie, Ukraine) ou encore sont presque entièrement russophones (Bélarus). Les liens entre la Russie et ces pays sont ancrés dans une longue histoire commune, bien souvent dans une relation de

---

[208] *Ibid.*, p.153
[209] Baev, Pavel, "Sovereingty is Key to Russia's Arctic Policy", Strategic Analysis, 37:4, 2013, p.491
[210] Zysk, Katarzyna, *Op. Cit.*, p.92

domination de la part des Russes. En effet, l'effondrement de l'URSS qui, à toutes fins pratiques était le parachèvement géopolitique de l'Empire russe, a laissé des frontières plus ou moins artificielles à sa dissolution. Les relations entre ces nouveaux états en périphérie d'un centre en perdition s'en sont donc trouvées profondément marquées. L'aspect nationaliste de réunion des Russes de toutes les Russies marque inévitablement les relations avec une périphérie qui tente de se redéfinir. Cette redéfinition qui, au malheur de Moscou, passe par une certaine occidentalisation avive encore plus les tensions. L'Europe occidentale est donc devenue le terrain d'affrontement entre deux centres, l'Europe et l'Occident d'un côté et Moscou et l'Eurasiatisme de l'autre.

L'Arctique de son côté, fait déjà partie du territoire russe. Ici, on ne joue pas pour des populations et un idéal national, mais pour des territoires occupés principalement par des ours polaires et des « pingouins russes » riches en matières premières. Les enjeux, bien qu'importants, ne sont pas au même niveau. En effet, les conditions climatiques rudes et inhospitalières en plus des longues distances rendent les opérations dans ce milieu extrêmement difficiles et couteuses. Il est donc avantageux de limiter la confrontation et de gérer le niveau de menace par d'autres moyens que la confrontation directe. De par sa localisation, l'Arctique est aussi une zone où le jeu international est limité à certains pays seulement : huit membres du conseil de l'Arctique et 13 observateurs[211], contrairement au concert européen qui compte 27 membres au sein de l'Union européenne[212] et 30 pays membres pour l'OTAN[213]. C'est pourquoi il est plus facile de collaborer avec un nombre plus limité de pays, au travers de mécanismes de discussion, tel que le

[211] Conseil de l'Arctique, énoncé de mandat, https://arctic-council.org/en/about/, consulté le 1 mai 2021
[212] Union Européenne, Pays membre de l'Union, https://europa.eu/european-union/about-eu/countries_en, consulté le 30 novembre 2020
[213] OTAN, Pays membres de l'OTAN, https://www.nato.int/cps/en/natohq/nato_countries.htm, consulté le 20 avril 2021

Conseil de l'Arctique, que de composer avec des organisations qui sont plus homogènes et dont la Russie ne fait, non seulement pas partie, mais qui sont potentiellement hostiles à son endroit.

6.2 Convergences

Ceci étant dit, à première vue, les deux réponses semblent être opposées pour faire face à des réalités différentes. Cependant, lorsque l'on compare les motifs et les grandes orientations des deux théâtres, l'on peut discerner des idées maitresses qui régissent l'approche russe dans ces deux cas.

D'un, les acteurs se recoupent dans les deux cas, principalement dans le cas de l'OTAN. En effet, six des huit pays membres du Conseil de l'Arctique sont aussi membres de l'OTAN et quatre font partie de l'Union européenne avec l'Islande, qui fait uniquement partie de la zone Schengen. La pression exercée sur un théâtre se reflète donc inévitablement sur l'autre.

De deux, l'Arctique est un territoire inhospitalier, complexe et stratégique. Cependant, la « pression » de sécuritisation de l'environnement reste relativement limitée. En effet, même si plusieurs pays, dont le Canada, développent des politiques plus robustes pour l'Arctique, on ne parle aucunement de ce que l'on peut constater en Europe orientale. Quelques brise-glaces et un port en eau profonde ne sont pas forcément équivalents au déploiement de groupements tactiques et de bouclier anti-missiles aux frontières. La réponse russe se veut donc modérée en fonction de la menace perçue. Il n'est toutefois pas exclu que si la perception de la menace venait à augmenter, il n'y aurait que peu d'hésitation à déployer des moyens plus robustes. Ainsi, la politique de coopération et d'ouverture de la Russie pour l'Arctique s'inscrit probablement davantage dans une volonté d'économie d'efforts d'un point de vue de sécurité.

De trois, l'Europe orientale et l'Arctique sont liés économiquement par de nombreux gazoducs et oléoducs. L'Arctique est la région productrice et l'Europe orientale est non seulement un marché dépendant du gaz russe, mais aussi un territoire de transit de celui-ci vers les marchés européens. Ainsi, la Russie se trouve prise entre son désir d'augmenter son influence, d'unir le peuple russe et celui de sécuriser des frontières avec sa dépendance économique aux marché des hydrocarbures.

7. CONCLUSION

La Russie, de par sa localisation géographique unique, est au confluent de plusieurs courants civilisationnels. Ni pleinement européenne, ni pleinement asiatique, elle tente de tracer depuis un peu plus de mille ans sa propre voie. La sécurisation d'un aussi vaste territoire ne peut se faire qu'en maniant habilement les relations avec ses voisins ainsi qu'avec les grandes puissances. Comme il a été présenté, le Kremlin a une tendance nette à voir les relations internationales en termes de relations de pouvoir et d'intérêt national. Il a certainement habilement été capable, depuis les vingt dernières années, de mettre de l'avant une approche pangouvernementale relativement intégrée pour arriver à ses fins. C'est pourquoi l'identification des facteurs qui influencent la vision du monde pour la Russie de même que la reconnaissance des opportunités et limitations sont centrales pour la compréhension de ses actions.

Cette compréhension passe, dans un premier temps par une connaissance de la perspective russe quant à l'Europe orientale et l'Arctique a été clef. Elle a permis de poser un cadre sur l'approche russe. La vision du monde russe et les interactions avec les compatriotes est centrale dans les relations de Moscou avec l'Europe occidentale. De plus, un certain regain d'un discours nationaliste voulant que la Russie retrouve sa place au sein du cercle des grandes puissances mondiales gagne du terrain auprès de la classe dirigeante. Poutine, à l'instar d'un tsar,

veut recréer l'aura de respect et de puissance que l'Empire russe et l'URSS ont pu avoir par le passé.

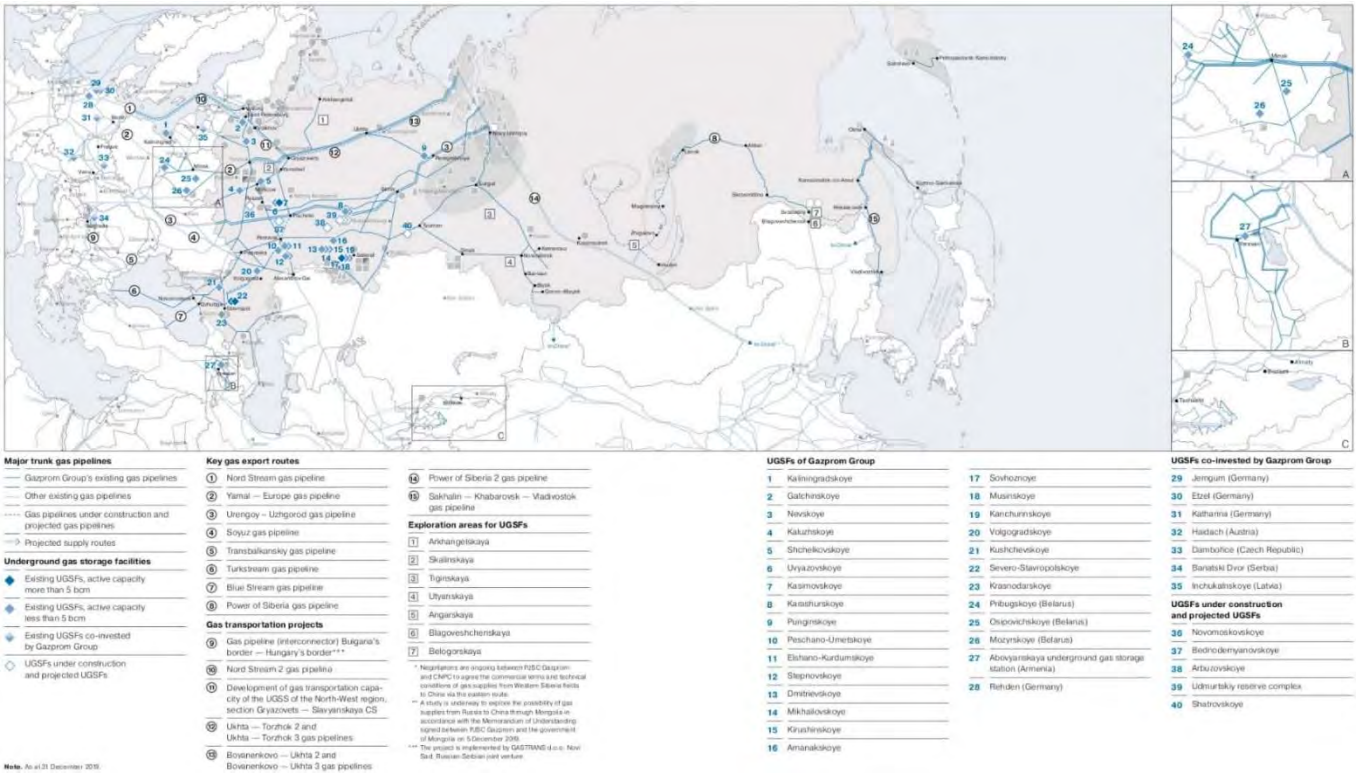
Une fois ces bases établies, il a été possible de s'attarder à la place que les pays d'Europe orientale occupent pour la Russie ainsi que ses relations avec ces dernières. Comme on le constate, il existe trois relations distinctes. Les pays baltes se sont éloignés de Moscou rapidement, capitalisant sur un passé germaniste pour se rapprocher de l'Europe. L'Ukraine quant à elle, reste prise entre ses deux passés. Terre originelle pour la Russie, la partie occidentale n'est que peu intéressée à partager un futur avec elle. L'Europe et les promesses de libertés et de développement économique qu'elle apporte sont de loin plus intéressantes que les tristes souvenirs associés à l'URSS. Finalement, le Bélarus, reste beaucoup plus près de la Russie que n'importe quel autre pays d'ex-URSS. Malgré certains rapprochements vers l'ouest, le Bélarus reste encore ancré dans la sphère moscovite. Ces pays représentent pour la Russie sa porte d'entrée occidentale. Autant par l'histoire que pour les relations avec l'Europe, ou encore comme zone tampon, ces territoires sont, pour la Russie, partie intégrante de sa sphère d'influence. Il est peu probable qu'elle acceptera de se faire repousser encore davantage vers l'est et tentera de s'y maintenir le plus longtemps possible. L'Europe orientale reste invariablement sujette aux aléas des relations entre la Russie et l'Occident.

La comparaison avec l'approche du Kremlin en Arctique ne se fait pas facilement car, à prime abord, les intérêts ne sont pas les mêmes : influence et sécurité des frontières en Europe versus l'exploitation des ressources naturelles et développement économique en plus d'un certain aspect de sécurité au Nord. Cependant, les deux théâtres représentent certainement deux faces d'une même approche des relations internationales. Comme le Kremlin ne se sent pas aussi menacé au Nord, la coopération est la voie de prédilection. En Europe orientale au contraire, la

position russe est plus menacée. À moins de changements majeurs sur l'échiquier international, il est peu probable que l'attitude de la Russie en Europe orientale change. Les voies de la coopération sont sans doute possibles, mais demanderaient un changement d'approche radical dans les relations européo-russes. Dans la même veine, un refroidissement des relations en Arctique est possible si la perception de la menace augmente. La glace deviendra sans doute encore plus mince avec les changements climatiques et la hausse de la demande énergétique mondiale.

APPENDICE 1

Carte des gazoducs de Gazprom[214]



[214] Carte tirée de : Gazprom, https://www.gazprom.com/about/production/transportation/, consulté le 4 mai 2021

APPENDICE 2

Carte des oléoducs de Transneft[215]

[215] Carte tiré de : Transneft, https://en.transneft.ru/pipelines/, consulté le 4 mai 2021

BIBLIOGRAPHIE

Alexandrov, Oleg, « Russia's Arctic Policy: Offence vs Defense », Rivista di Studi Politici Internazionali, Nuova Serie, Vol 84 no 1, 2017, pp.95-106

Artéus, Gunnar, « A Brief History of the Swedish Armed Forces », Swedish National Defence College, 2003, 87 p.

Artman, Vincent A., « Documenting territory: Passportisation, Territory, and Exception in Abkhazia and South Ossetia », Geopolitics, Vol. 18(3), 2013, pp. 682–704.

Åtland, Kristian, « Russia's Armed Forces and the Arctic: All Quiet on the Northern Front? », Contemporary Security Policy, 32:2, 2011, pp. 267-285,

Aune Finn Roar, et ass., « The Furture of Russian Gas Exports », Economics of Energy & Environmental Policy, Vol. 6, No. 2, 2017, pp. 111-138

Baev, Pavel, « Sovereingty is Key to Russia's Arctic Policy », Strategic Analysis, 37:4, 2013, pp. 489-493

Baev, Pavel, « Russian Nuclear Modernization and Putin's Wonder-Missile: Real Issues and False Posturing », Notes de l'Ifri, Russie.Nei.Vision 115, aout 2019, 32 p.

Baev, Pavel, « Threat Assessments and Strategic Objectives in Russia's Arctic Policy », The Journal of Slavic Military Studies, 32:1, 2019, pp. 25-40

Battistella, Dario, « Théorie des relations internationales », Références inédites, Presses de Science po, 2003, 512p.

Bercean, Ioana-Nelia, « Ukraine: Russia's New Art of War », On-line Journal of Modelling the New Europe, no 21, 2016, pp. 155-174.

Black, J.L. et Michael Johns, éditeurs, « The Return of the Cold War : Ukraine, the West and, Taylor & Francis Group, 2016. ProQuest Ebook Central, https://ebookcentral.proquest.com/lib/cfvlibrary-ebooks/detail.action?docID=4507451.

Centre de recherches international, Science Po Paris, 2010, http://ceriscope.sciences-po.fr/content/fronti%C3%A8res-n%C3%A9goci%C3%A9es-revendiqu%C3%A9es-et-potentielles-dans-larctique, consulté le 3 décembre 2020

Conley, Heather A., and Caroline Rohloff, «The New Ice Curtain : Russia's Strategic Reach to the Arctic », Center for Strategic & International Studies, 2015, 134 p.

Conseil de l'Arctique, énoncé de mandat, https://arctic-council.org/en/about/, consulté le 1 mai 2021

Christensen, Carsten Sander, éditeur, « Analyzing Political Tensions Between Ukraine, Russia, and the EU », IGI Global, 2020, 386 p.

Cohen, and Radin, « Russia's Hostile Measures : Understanding the Threat », RAND Corporation, 2019, 212 p.

Courtois, Charles-Philippe, « L'indépendance des pays baltes », Notes de recherches, La revanche des petites nations, no.4. Institut de recherche sur le Québec, Octobre 2013, 36 p.

Dal, Emel Parlar, et Emre Erşen, éditeurs, « Russia in the Changing International System», Springer International Publishing AG, 2019. ProQuest Ebook Central, https://ebookcentral.proquest.com/lib/cfvlibrary-ebooks/detail.action?docID=5883400.

Dart, Jonathan, éditeur, « Russia to stop oil product exports via Latvian ports from 2018: Transneft », S&P Platts, 13 septembre 2016, https://www.spglobal.com/platts/en/market-insights/latest-news/shipping/091316-russia-to-stop-oil-product-exports-via-latvian-ports-from-2018-transneft, consulté le 3 mai 2021

David, Charles-Philippe, « La guerre et la paix entre: Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie », Presses de Science Po, 2000, 524 p.

Defay Alexandre, « Chapitre III - Nouvelles approches », dans : Alexandre Defay éd., « La géopolitique », Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2018, 128p.

De La Pedraja, René, « The Russian Military Resurgence : Post-Soviet Decline and Rebuilding», 1992-2018, McFarland & Company, Incorporated Publishers, 2018, 393 p.

Escudé, Camille. « Le Conseil de l'Arctique, la force des liens faibles », Politique étrangère, vol. automne, no. 3, 2017, pp. 26-36

Feldbrugge, Ferdinand, « Ukraine, Russia and International Law", Review of Central and East European Law, vol. 39, no. 1, 2014, p. 95-98.

Feklyunina, Valentina, « Soft power and identity: Russia, Ukraine and the 'Russian world(s)' », European Journal of Internationa Relations, Vol. 22(4), 2016, pp. 773-796.

Flake, Lincoln E, « Russia and China in the Arctic: A Team of Rivals », Strategic Analysis, 37:6, 2013, pp. 681-687

Flake, Lincoln E., « Forecasting Conflict in the Arctic: The Historical Context of Russia's Security Intentions », The Journal of Slavic Military Studies, 28:1, 2015, pp. 72-98

Flake, Lincoln E., « Contextualizing and Disarming Russia's Arctic Security Posture », The Journal of Slavic Military Studies, 30:1, 2017, pp. 17-29

Geber, Natasha, « Russia's Arctic Policy: Objectives and Prospects », Journal of Public & International Affairs, Issue 1, 2015, pp. 27-43

Gjørv, Gunhild Hoogensen, éditeur, et al., « Routledge Handbook of Arctic Security», Taylor & Francis Group, 2020, 463 p.

Graczyk, Piotr et Timo Koivurova, « The Arctic Council », dans « Handbook of the Politics of the Arctic », edited by L.C. Jensen, and G. Hønneland, Edward Elgar Publishing Limited, 2015. Pp.298-327

Götz, Elias, « Neorealism and Russia's Ukraine policy, 1991–present, Contemporary Politics», 22:3, 2016, pp. 301-323.

Harris, Erika, « What is the Role of Nationalism and Ethnicity in the Russia–Ukraine Crisis? », Europe-Asia Studies, 72:4, 2020, pp. 593-613.

Heinine, Lassi et Alexander Sergunin et Gleb Yarovoy, « Russian Strategies in the Arctic : Avoidin a new Cold war », Valdai Discussion Club, Moscou, Septembre 2014, 106 p.

Heinine, Lassi, « Special Features of Arctic Geopolitics— A Potential Asset for World Politics», dans « The Global Arctic Handbook », edité par Matthias Finger, and Lassi Heininen, Springer International Publishing AG, 2018, pp.215-233

Heller, Michel, « Histoire de la Russie et de son Empire », Champs, Flammarion, 1997, 985 p.

Hubert-Legault, Etienne, « La Russie en Arctique, entre dégel et glaciation », Essai Global Vortex, Collège des Forces canadiennes, 2020, 24 p.

Hønneland, Geir, « International Politics in the Arctic : Contested Borders, Natural Resources and Russian Foreign Policy », I. B. Tauris & Company, Limited, 2017, 402 p.

Hønneland, Geir, « Russia and the Arctic : Environment, Identity and Foreign Policy », I. B. Tauris & Company, Limited, 2020, 154 p.

Jane's, Jane's Sentienel Security Assessment – China and Northeast Asia, dernière mise à jour le 19 octobre 2020, https://customer-janes-com.cfc.idm.oclc.org/Janes/Display/JWNA0034-CNA#Auxiliaries, consulté le 30 novembre 2020

Kanet, Roger E., éditeur, « Routledge Handbook of Russian Security», Taylor & Francis Group, 2019. ProQuest Ebook Central, https://ebookcentral.proquest.com/lib/cfvlibrary-ebooks/detail.action?docID=5637168.

Kappeler, Andreas, « Ukraine and Russia: Legacies of the imperial past and competing memories», Journal of Eurasian Studies, Vol 5, 2014, pp. 107-115

Karolewsk, Ireneusz Pawel and Mai'a K. Davis Cross, « The EU's Power in the Russia–Ukraine Crisis: Enabled or Constrained? », Journal of Common Market Studies, Vol 55(1), 2017, pp. 137-152.

Konyshev, Valery et Alexander Sergunin, « The Changing Role of Military Power in the Arctic», dans « The Global Arctic Handbook », edité par Matthias Finger, and Lassi Heininen, Springer International Publishing AG, 2018, pp 171-194

Kofman, Michael, et al. « Lessons from Russia's Operations in Crimea and Eastern Ukraine », RAND Corporation, 2017, 128 p.

Kuzio, Taras, « Russia–Ukraine Crisis: The Blame Game, Geopolitics and National Identity», Europe-Asia Studies, 70:3, 2018, 462-473

Lackenbauer, Whitney P., « Polar Race or Polar Saga? », dans . Kraska (Ed.), « Arctic Security in an Age of Climate Change », Cambridge: Cambridge University Press, 2011, pp. 218-243

Lackenbauer, Whitney P., « Why Fear Russia in the Arctic? Contemplating Scenarios as an Exercise in AssumptionTesting and "Red Teaming" », Stractegic Perspectives, NAADSN, 4 mai 2020, 5 p.

Lagutina, Maria, « Russia's Arctic Policy in the Twenty-First Century, National and International Dimensions », Lexington Books, 2019, 211 p.

Laruelle, Marlène, « Russia's Arctic Strategies and the Future of the Far North », M. E. Sharpe Incorporated, 2013, 253 p.

Laruelle, Marlene, « Russia as a "Divided Nation," from Compatriots to Crimea: A Contribution to the Discussion on Nationalism and Foreign Policy, Problems of Post- Communism », 62:2, 2015, pp. 88-97,

Laruelle, Marlene, « Russian Nationalism, Imaginaries, Doctrines and Political Battlefields », Routeledge, 2019, 247 p.

Laruelle, Marlène, « Russia's Arctic Policy: A Power Strategy and its Limits », Notes de l'Ifri, Russie.Nei.Vision 117, mars 2020, 32 p.

Levgold, Robert, éditeur, « Russian Foreign Policy in the 21st Century & the Shadows of the Past », Columbia University Press, 2007, 534 p.

Li, Jason, « A Shifting Focus of U.S. Arctic Policy: China and Security, Front and Center », The Arctic Institute, August 2020, https://www.thearcticinstitute.org/shifting-focus-us-arctic-policy-china-security/, consulté le 18 octobre 2020

Li, Xing et Bo Peng, « The Rise of China in the Emergence of a new Arctic Order », dans « The Global Arctic Handbook », edité par Matthias Finger, and Lassi Heininen, Springer International Publishing AG, 2018, pp. 195-214

Makuch, Andrij et ass., « Ukraine », Encyclopedia Britannica, 10 Mar. 2021 https://www.britannica.com/place/Ukraine. Consulté le 29 avril 2021.

Marchand, Pascal, « La Russie et l'Arctique: Enjeux géostratégiques pour une grande puissance», Le courier de l'Est, 2-1066, 2008, pp 6-19

Marples, David R., et ass., « Belarus », Encyclopedia Britannica, 10 Mar. 2021, https://www.britannica.com/place/Belarus. Accédé le 30 avril 2021.

Matsuzato, Kimitaka. « The Donbass War: Outbreak And Deadlock », Demokratizatsiya 25, no. 2 (Spring, 2017): 175-201

McDorman, Ted L. et Clive Schofield, « Maritime Limits and Boundries in the Arctic Ocean: agreements and disputes », dans « Handbook of the Politics of the Arctic », edited by L.C. Jensen, and G. Hønneland, Edward Elgar Publishing Limited, 2015. Pp.207-226

Motyl, Alexander J., « Putin's Zugwang – The Russia Ukraine Standoff», World Affairs, juillet/aout 2014, pp. 58-65.

Odom, William E., « The Collapse of the Soviet Army », Yale University, 1998, 523 p.

Office for Democratic Institutions and Human Rights, Ukraine, « Parliamentary Elections, 28 October 2012 », OSCE/ODIHR Election Observation Mission Final Report, OSCE, 3 janvier 2013, 38 p.

OĞUZ, Şafak, Nato's Mistakes that Paved the Way for Russia-Ukraine Crisis», Karadeniz Araştırmaları, Vol 45, 2015, pp.1-12.

Orenstein, Mitchell A.. « The Lands in Between : Russia vs. the West and the New Politics of Hybrid War», Oxford University Press USA - OSO, 2019. ProQuest Ebook Central, https://ebookcentral.proquest.com/lib/cfvlibrary-ebooks/detail.action?docID=5738804.

OTAN, Pays membres de l'OTAN, https://www.nato.int/cps/en/natohq/nato_countries.htm, consulté le 20 avril 2021

Palosaari, Teemu et Nina Tynkkynen, « Arctic Securitization and Climate Change », dans «Handbook of the Politics of the Arctic », edited by L.C. Jensen, and G. Hønneland, Edward Elgar Publishing Limited, 2015. pp.87-104

Putin, Vladimir, « Meeting of the Security Council on state policy in the Arctic » (transcription). Website of the President of Russia, 2014, http://eng.kremlin.ru/news/7065, site consulté le 30 avril 2021.

Pronina, V. et al, « The Arctic Policy of India », IOP Conf. Ser.: Earth Environ. Sci. 539, 2020, 11p.

Roberts, Kari, « Understanding Putin: The politics of identity and geopolitics in Russian foreign policy discourse », International Journal, Vol 72(1), 2017, pp28-55

Roi, Michael L. « Russia: The Greatest Arctic Power? », The Journal of Slavic Military Studies, 23:4, 2010, pp. 551-573

Sagramoso, Domitilla, « Russian Imperialism Revisited : From Disengagement to Hegemony», edited by James Gow, and Rachel Kerr, Taylor & Francis Group, 2020. ProQuest Ebook Central, https://ebookcentral.proquest.com/lib/cfvlibrary-ebooks/detail.action?docID=6129510.

Sergunin, Alexander, and Valery Konyshev, « Russia in the Arctic : Hard or Soft Power? », Ibidem Press, 2015, 192 p.

Sergunin, Alexander & Valery Konyshev, « Forging Russia's Arctic strategy: actors and decision-making », The Polar Journal, 9:1, 2019, pp. 75-93

Shchedrovitskii, P. 2001. « Russkii mir. Vosstanovlenie konteksta». Russkii Archipelag. Accessed September 26, 2017. http://www.archipelag.ru/ru_mir/history/history01/shedro vitsky-russmir/, site consulté le 6 avril 2021

Shevtsova, Lilia, Russia's Ukraine Obsession, Journal of Democracy, Vol 31(1), 2020, pp. 138-147.

Sotiriou, Stylianos A., « Politics and International Relations in Eurasia», Lexington Books, 2019, 243 p.

Spechler, Dina R., et Martin C. Spechler, « Putin and His Neighbors : Russia's Policies toward Eurasia», Lexington Books, 2019, 164 p.

Staun, Jørgen, « Russia's Strategy in the Arctic: cooperation, not confrontation », Polar Records 53 (270), Cambridge University Press, 2017, pp. 314-334.

Stoner, Kathryn, « Russia in Retrospect and in Prospect », Comparative Politics, vol. 50, no. 3, 2018, pp. 295-303

Suslov, Mikhail, « "Russian World" Concept: Post-Soviet Geopolitical Ideology and the Logic of "Spheres of Influence" », Geopolitics, 23:2, 2018, pp. 330-353

Szostek, Joanna, « Russia and the News Media in Ukraine – A Case for "Soft Power"? », East European Politics and Societies and Cultures, Vol 28(3), 2014, pp. 463-486

Tate, Andrew, « China planning for Arctic operations », Jane's Defence Weekly, 4 juillet 2018, https://customer-janes-com.cfc.idm.oclc.org/Janes/Display/FG_968605-JDW, consulté le 28 novembre 20

Torruella, Anika et Michael Fabey, « Vanishing Act: Policing the new Arctic routes as ice cover retreats », Jane's Navy International, 18 novembre 2020, https://customer-janes-com.cfc.idm.oclc.org/Janes/Display/FG_3795974-JNI, consulté le 24 novembre 2020

Transneft, « Baltic Pipeline System -2 », https://en.transneft.ru/about/projects/realized/10650/?re=en, consulté le 3 mai 2021

Tsygankov, Andrei, « Vladimir Putin's last stand: the sources of Russia's Ukraine policy, Post-Soviet Affairs, 31:4, 2015, pp. 279-303.

Turkina, Ekaterina, « Russia-Ukraine Crisis: Value-Based and Generational Perspective, Studies in Ethnicity and Nationalism», Vol 15(1), 2015, pp. 185-197

Union Européenne, Pays membre de l'Union, https://europa.eu/european-union/about-eu/countries_en, consulté le 30 novembre 2020

Way, Lucan A, Authoritarian State Building and the Sources of Regime Competitiveness in the Fourth Wave – The Cases of Belarus, Moldova, Russia and Ukraine », World Politic, Vol 57(2), 2015, pp. 231-262

Wegge, Njord, « European Union's Arctic Policy », dans « Handbook of the Politics of the Arctic », edited by L.C. Jensen, and G. Hønneland, Edward Elgar Publishing Limited, 2015. Pp. 533-549

White, Stephen, Ian McAllister and Valentina Feklyunina, « Belarus, Ukraine and Russia: East or West? », The British Journal of Politics and International Relations, Vol 12, 2010, pp. 344-367.

Willis, Matthew, « Ice Breaker: China seeks entry to the maritime Arctic », Jane's Navy International, 16 janvier 2015, https://customer-janes-com.cfc.idm.oclc.org/Janes/Display/jni76744-jni-2015,

Wittke, Cindy, « The Politics of International Law in the Post-Soviet Space: Do Georgia, Ukraine, and Russia 'Speak' International Law in International Politics Differently? », Europe-Asia Studies, 72:2, 2020, pp.180-208.

Yun, Jiwon, « Russia's Arctic Policy: Focusing on the Construction of the Arctic Route and its Challenges », The Korean Journal of Defense Analysis, Vol. 31, No. 4, December 2019, 559－574

Zysk, Katarzyna, « Military Aspects of Russia's Arctic Policy », dans « Arctic Security in an Age of Climate Change », édité par James Kraska, Cambridge: Cambridge University Press, pp 85-106

Zysk, Katarzyna, « Russia Turns North Again: interests, policies and the search for coherence » dans Jensen, L.C., and Hønneland, G., eds. « Handbook of the Politics of the Arctic », Cheltenham: Edward Elgar Publishing Limited, 2015, pp 437-461